

# **RÉSEAU NATIONAL « JEUNES EN ERRANCE »**

## **RENCONTRES NATIONALES DU RÉSEAU STRASBOURG 26-27-28 novembre 2019**

**Rencontres réalisées avec l'aide du Ministère des Solidarités et de la Santé  
Direction Générale de la Cohésion Sociale**

**En partenariat avec la Maison des Adolescents du Haut Rhin et l'association Le relais**

**Réseau « *Jeunes en errance* ». c/o CEMÉA. 24, rue Marc Seguin. 75018 Paris**

**Ce compte-rendu est disponible sur [jeunes-en-errance.cemea.asso.fr](http://jeunes-en-errance.cemea.asso.fr)**

## **SOMMAIRE**

---

<b>Informations sur ces rencontres : un réseau, un programme</b>	<b>p. 3</b>
<b>Retours sur l'année 2019</b>	<b>p. 4</b>
<b>Hébergement et logement des jeunes en grande vulnérabilité. Intervention de Alexandra Menis, DIHAL</b>	<b>p. 7</b>
<b>Expérimentations et mal de vivre à l'adolescence. Conférence de David Le Breton</b>	<b>p. 24</b>
<b>Ateliers conduits par des équipes du réseau</b>	<b>p. 47</b>
<b>Perspectives 2019</b>	<b>p. 43</b>

## **INFORMATIONS SUR CES RENCONTRES**

---

### **Un réseau, des rencontres annuelles**

Le réseau national « *Jeunes en errance* » est né des actions expérimentales conduites dans les festivals par les CEMÉA auprès des jeunes en errance à partir de 1991.

Il a été officialisé et structuré en 1997 grâce à l'intérêt qu'y a apporté Xavier Emmanuelli, Secrétaire d'État à l'action humanitaire d'urgence, et avec le soutien financier apporté depuis par les ministères en charge de l'action sociale.

Les CEMEA organisent annuellement une rencontre nationale ouverte à toutes les équipes au travail avec des jeunes en rupture sociale. Ces rencontres sont organisées de façon itinérante dans des villes, ou des sites, où interviennent des équipes engagées dans le réseau national.

Leur organisation est financée par la Direction Générale de la Cohésion Sociale dans le cadre de conventions successives pour l'animation du réseau passées avec les CEMÉA. L'actuelle convention porte exclusivement sur les années 2019-2020-2021.

Ces rencontres nationales qui, existent de fait depuis 1995, alors centrées sur les bilans des interventions festivières expérimentales, existent depuis 1998 de façon structurée, formalisée, ouverte, articulée avec les préoccupations professionnelles des équipes engagées dans le réseau.

Leurs comptes rendus sont tous disponibles sur [jeunes-en-errance.cemea.asso.fr](http://jeunes-en-errance.cemea.asso.fr)

### **Le projet des rencontres 2019**

Les rencontres 2018 ont réuni 85 participants représentant 37 équipes du réseau (professionnels, bénévoles, usagers, étudiants et stagiaires).

Quatre formes de travail et d'échange ont été mises en œuvre :

- Un « *forum des pratiques* », où les équipes ont présenté en parallèle ce qu'elles font, et qui elles sont.
- Une conférence : « Les expérimentations juvéniles » par David Le Breton, professeur de sociologie.
- Une présentation-débat : « Les politiques publiques d'hébergement et d'accès au logement pour les jeunes en rupture sociale » par Alexandra Menis, Chargée de projet « Jeunes » à la Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL).
- Douze ateliers animés par 22 équipes

Les échanges en ateliers n'ont pas donné lieu à des transcriptions complètes. Les thèmes abordés et la liste des équipes intervenantes et leurs coordonnées sont indiqués pour tout contact utile.

L'accueil était organisé par les équipes strasbourgeoises engagées dans le réseau national.

## **RETOURS SUR L'ANNEE 2019**

---

### ***Introduction aux rencontres faite par François Chobeaux, animateur du réseau***

J'ai construit ce point de vue national portant ce qui s'est passé en 2019, sur ce qui est actuellement au travail, selon quatre axes : les finances, les équipes, les espoirs-les difficultés-les blocages, et les inventions-expérimentations. J'évoquerai mais ne développerai pas les travaux en cours, auxquels nous avons été associés, portant sur l'hébergement-logement, puisque ce sera le thème de l'intervention de Alexandra Menis qui suivra cette introduction et que nous pourrons en débattre ensuite tous ensemble.

D'abord la bonne nouvelle financière : après des années de diminution qui nous (les CEMEA) a conduit en 2018 à sérieusement envisager de cesser d'assurer l'animation du réseau, nos alertes et demandes ont été entendues et prises en compte : une convention pluriannuelle est signée pour les années 2019-2020-2021, pour un montant annuel de 30000 euros.

### ***Les équipes***

La bouteille est-elle à moitié pleine, ou à moitié vide ? Ce qui est certain c'est qu'elle ne déborde pas, loin de là. Les difficultés, les impossibilités de plusieurs équipes pour venir participer à ces rencontres en sont une image claire. Il y a des difficultés de disponibilité car il y a des difficultés recrutement parce que les salaires ne sont pas au top et qu'ils sont souvent conditionnels, les CDD sévissant dans le réseau comme ailleurs. Il y a aussi difficulté de recrutement parce que travailler avec ces jeunes-là cela en fait vibrer certains, mais cela n'attire pas d'autres qui cherchent un poste de travailleur social aux horaires de bureau et aux engagements paisibles. Et pour recruter, encore faut-il pouvoir salarier : les difficultés financières liées à des financements sur projets, non pérennes, sont fréquentes. Et il y a encore eu en 2018 des fermetures d'actions ou des réorientations voulues par des financeurs qui ont estimé que, à budget constant, ils préféreraient mettre leurs moyens ailleurs. Je reviendrai tout à l'heure sur ces choix politiques.

Les équipes souffrent aussi de la rigidification des procédures, des évaluations, des comptes-rendus. Non pas qu'elles se refusent à rendre compte et à évaluer, mais la course aux chiffres et aux camemberts et autres histogrammes colorés occupe de plus en plus de temps, avec des attentes parfois impossibles liées au travail avec un public volatile, incertain, empêtré dans ses enfermements et ses contradictions, et pour qui la voie royale pourtant bien illusoire de l'insertion par l'emploi ne fonctionne pas.

Mais dans ce paysage difficile des équipes innovent, inventent, démarrent. Plusieurs sont ici : relance d'actions de prévention spécialisée et de ouverture de maraudes sociales « Jeunes » en centres-villes, chantiers participatifs, voyage de rupture, coordinations locales avec la protection de l'enfance, projet d'ouverture d'accueils 24/24... ça bouge et ça crée !

### ***Les espoirs et les difficultés***

Le grand espoir 2019 aura été l'attention politique apportée à la question des sorties de placement, le constat que environ 30% des jeunes SDF arrivent directement de placements ASE étant maintenant reconnu. Les rapports parlementaires se sont succédés, nous y avons efficacement collaboré avec notre petite musique originale : certes les sorties sèches gagneraient à être anticipées pour l'être moins, mais le ver est dans le fruit par les conception des accompagnements éducatifs et sociaux mis en œuvre, par les fonctionnement Rencontres nationales « Jeunes en errance » 2019[Texte]

routinier et non responsabilisant de trop nombreuses MECS, dans le sous-financement des départements par l'Etat, Ceci a été entendu par Brigitte Bourguignon et largement intégré à son rapport.

Mais après l'espoir est venue la douche relativement froide : le « rapport des rapports » produit par le Secrétaire d'Etat à la protection de l'enfance présente certes un état des lieux auquel on ne peut que souscrire, mais renvoie à des travaux ultérieurs, des groupes, des commissions, toute transformation (superficielle) du système. Et au passage les problèmes structurels et conceptuels de la protection de l'enfance ne sont pas abordés, au profit de mesures qui ne changeront pas la face de la grande exclusion : attention apportée à la possibilité d'engager des études supérieures, visites médicales à la petite enfance... Finalement, la montagne a accouché d'une souris.

Il y a aussi des difficultés croissantes à faire entendre et comprendre que les publics de l'errance sont les abandonnés, les exclus de la –faible- reprise de l'emploi. Les empolis créés vont aux jeunes actifs, dynamiques, « employables », qui sont prêts à vivre les règles, les normes, les implicites d'une situation d'emploi ; ce qui n'est pas le cas de nombre de jeunes en errance. Et pourtant des financeurs, des évaluateurs, interpellent des équipes sur leur « efficacité-emploi » ! Mais comme la morale publique est persuadée que « quand on veut on peut » et que cette morale sert de boussole à des décideurs politiques et institutionnels incompetents en la matière, cela risque d'aller de plus en plus mal pour ces jeunes et pour les équipes qui les accompagnent.

Parlons également des mineurs étrangers isolés, dont nombre rejoignent la vaste galaxie de l'errance. La grave question de « qui doit payer » gangrène la question des âges réels, transformant une obligation légale et une obligation éthique d'accompagnement en procédures d'évaluation et en bricolages de financements. Les associations gestionnaires ajoutent de la complexité en se battant entre elles pour être les moins-disantes en réponse à des appels d'offres publics, au détriment de la qualité impossible du travail à effectuer. Et le couperet à 18 ans existe toujours, qui voit 2, 3 années de financement d'accompagnements perdues au profit de l'application bête d'une loi bête.

Plus globalement, il semble que les espoirs des années précédentes où les MENA, les jeunes en errance et les sorties de placements étaient clairement à ce qui est appelé « l'agenda politique » sont derrière nous, remplacées par des attitudes gestionnaires et normatives pragmatiques construites sur des approches économiques et néolibérales de la vie sociale. Dans cette dynamique « nos » publics seront évidemment perdants avant même que le départ officiel soit donné. Ce constat est d'autant plus inquiétant que la machine à produire l'errance fonctionne à plein, non seulement par inadaptation des mesures publiques de prise en compte et d'accompagnement mais d'abord, à la source, parce que les mal-être familiaux sont croissants et que c'est là, en grande partie, que s'origine l'errance des jeunes avant d'être renforcée par les réalités des pratiques institutionnelles.

### ***Inventer, expérimenter, faire savoir***

Et pourtant, il y a des équipes et des institutions qui continuent d'inventer. Des MECS dynamiques, des équipes de prévention qui ne se laissent pas enfermer dans les clichés d'action et la doxa exclusive « jeunes des cités », des mairies qui accompagnent et soutiennent, chantiers participatifs, prise en compte des squats... Il y a des structures de l'Etat qui avancent : la DIHAJ avec son attention aux plus en galère, des équipes psychiatrie-précarité dynamiques, une administration centrale sans grand moyens ni greands Rencontres nationales « Jeunes en errance » 2019[Texte]

pouvoirs mais qui sait aiguillonner, un Conseil nationale de Lutte contre l'Exclusion qui se réorganise en souhaitant intégrer des vrais usagers en nombre, et qui pour cela s'adresse au réseau jeunes en errance... Hier comme aujourd'hui il est nécessaire de saluer ces initiatives quand elles viennent des administrations, et des les porter, de les publiciser, quand elles viennent du terrain. Nous, réseau Errance, avons ici une efficace caisse de résonance à utiliser.

# HEBERGEMENT ET LOGEMENT DES JEUNES EN GRANDE VULNERABILITE

---

**Intervention de Alexandra Menis, cheffe de projet « Jeunes » à la DIHAL (Délégation interministerielle à l'hébergement et à l'accès au logement)**

## **L'Etat et le logement**

L'Etat et le logement ce n'est pas simple parce que le logement dépend de deux codes, celui de l'action sociale et celui de l'urbanisme. Vous avez d'un côté tout ce qui est Centres d'hébergement d'urgence, CHRS, CIA, maraudes, veilles sociales, placé sous la responsabilité du ministère de la solidarité et de la santé avec la Direction générale de la cohésion sociale comme référente, et de l'autre la Direction de l'habitat du ministère de la cohésion des territoires avec le logement social et la réglementation du logement privé. Et entre les deux ce qu'on appelle le logement accompagné, un espace co-piloté, avec l'intermédiation locative, les résidences sociales, les pensions de famille, les résidence accueil, les FJT...

Au fur et à mesure de son installation, la DIHAL s'est emparée des sujets qui n'étaient investis ni par la DGCS ni par la Direction de l'habitat. Il y a un pôle en charge de la résorption des bidonvilles. Un pôle en charge de la transformation des foyers de travailleurs migrants en résidences sociales avec une réflexion autour de l'objet « résidence sociale », puisqu'une résidence sociale peut s'inscrire dans différentes configurations, accueillir différentes typologies de public, avec une réflexion sur la résidence sociale de demain. Il y a un pôle Réfugiés qui anime une plateforme et qui accompagne tout le public réfugié dans l'installation du logement et l'accompagnement. Il y a un pôle hébergement/ logement avec l'intermédiation locative, et avec l'expérimentation « *Un chez-soi d'abord* ». Ici le projet est d'arrêter de segmenter avec d'un côté l'hébergement et de l'autre le logement, et de mettre en œuvre le concept du *Logement d'abord* sur l'ensemble du territoire.

## **Le « logement d'abord »**

Cela s'appuie sur les travaux sur l'emploi que vous avez peut-être connus en 2009, où on affirmait que nul n'est inemployable. Aujourd'hui l'idée n'est pas de dire que nul ne peut être logé, mais c'est de dire qu'il faut arrêter cette démarche en escalier qui considère que l'accès au logement c'est comme la quête du saint Graal, qui n'aboutit qu'au bout d'un parcours au mérite qui passe du CHU au CHRS, puis au logement accompagné en structures collectives, ensuite au logement individuel et puis, si tout va bien, au bout de plusieurs années vous obtenez un logement de droit commun. On peut inverser le système, on l'a démontré avec l'expérimentation du *chez-soi d'abord* maintenant inscrite dans le Code de l'action sociale et qui se déploie sur le territoire après avoir été testée dans quatre métropoles. Aujourd'hui elle se déploie dans quatre autres métropoles et va également se déployer dans les villes moyennes.

Cette expérimentation, qui a un volet recherche très important en France et au niveau européen, est un concept international né aux États-Unis, puis au Canada, et nos amis canadiens nous accompagnent souvent sur ce qu'on met en place, tant mieux. Au moins, on écoute ce qui se fait ailleurs, même si en même temps si on n'écoute pas suffisamment ce qui se fait aussi chez nous... Les expérimentations conduites en France et ailleurs ont démontré qu'on est en capacité de maintenir les personnes dans le logement sans un long parcours préalable de préparation, ceci avec des personnes qui sont à la rue et qui souffrent de troubles

psychiatriques sévères.

Cette expérimentation a démontré qu'on ne pouvait pas juger *a priori* de la capacité des personnes. Cela ne veut pas pour autant dire que toutes les personnes sont capables d'habiter tout de suite, mais cela veut dire que sur 10 personnes on sait aujourd'hui que 8 le peuvent. Ce qui signifie qu'on ne peut pas décider avant de mettre les personnes dans le logement si elles sont capables d'habiter, ou pas. Mais évidemment la mise en œuvre d'un dispositif *Logement d'abord* qui vise à faire évoluer les pratiques et les modes de pensée a forcément un impact sur les accompagnements qui peuvent être dispensés, puisqu'au lieu d'être accompagné dans un CHRS, dans une résidence collective, on est accompagné directement dans le logement, ce qui nécessite des démarches d'*aller vers* avec des équipes pluridisciplinaires ; et il faut que la personne accepte qu'on l'accompagne dans son logement. Il faut aussi se dire qu'on ne va pas accompagner toutes les personnes de la même manière car elles n'ont pas toutes les mêmes besoins. Cela restructure donc beaucoup de choses sur les territoires. Du coup, on a été amené à réfléchir sur le public Jeunes qui est un public spécifique, et pour qui là aussi il faut revoir les formes d'accompagnement.

Reste la question des logements disponibles et accessibles. Il y a aussi un gros travail à faire auprès des bailleurs ; on y travaille. Ils veulent le locataire parfait. Ils veulent toutes les garanties avant. C'est vrai qu'il y a des bailleurs, privés ou sociaux, qui ont envie de développer aussi des actions dites sociales. Ce n'est pas spécifique aux bailleurs sociaux. Ça aussi, c'est important. Alors comment mettre autour de la table les bailleurs pour qu'ils mettent à disposition du logement, pour qu'ils soient moins exigeants sur les garanties, pour qu'ils puissent avoir des interlocuteurs dès les premiers impayés pour éviter les expulsions ? On commence seulement à associer les bailleurs à tout ce qu'on peut faire sur les territoires alors que pour moi, c'était un point de départ.

### **La jeunesse n'est pas une catégorie administrative**

J'ai auparavant travaillé à la DGCS sur le plan pauvreté, et auparavant plusieurs années dans le secteur de l'insertion, et je me trouve avec les jeunes face à de sérieuses difficultés pour trouver des solutions à ce public qui n'est pas une catégorie administrative alors que les administrations aiment bien mettre les gens dans des cases. Sauf que la jeunesse c'est un stade de la vie, le moment où on est censé acquérir une autonomie pour pouvoir vivre sa vie d'adulte ; ce qui veut dire qu'existent là quasiment toutes les catégories administratives auxquelles on peut penser avec, en plus, des situations très diversifiées qui ne sont pas forcément liées à ces catégories administratives.

Vous avez des jeunes travailleurs pauvres qui peuvent être sans domicile fixe. Vous avez des jeunes en errance, en squats. Vous avez des jeunes apprentis qui ont besoin de se loger à la fois sur le lieu de formation et sur le lieu de pratique. Vous avez des jeunes qui ont du mal à trouver du logement alors qu'ils ont un premier emploi...

On s'est alors dit qu'il faut réfléchir à la façon dont on peut accompagner les jeunes les plus désocialisés en s'appuyant sur le logement comme facteur d'insertion. Pour cela on a réuni l'été dernier quelques acteurs de terrain pour identifier des initiatives intéressantes qui s'adressent aux jeunes les plus en difficulté, ceci avec l'aide du réseau Jeunes en errance.

Je ne vais pas faire de catégorie puisque dire « les jeunes les plus vulnérables, les plus en difficulté, les plus désocialisés » ne donne pas une définition claire et précise des besoins d'un jeune. Alors qu'habituellement on définit des besoins par catégorie de population (sortants de prison, jeunes mères isolées...), et qu'on a des leviers qu'on peut activer même si c'est compliqué, sur la jeunesse il n'y a pas une procédure qu'on puisse écrire, il n'y a pas des conditions identifiées à satisfaire. En fait chaque jeune a besoin d'un accompagnement

Rencontres nationales « Jeunes en errance » 2019[Texte]



en fonction de ses besoins et de son projet, ce qui rend difficile, forcément, l'intervention de l'action publique où tout est défini par dispositif à fléchage budgétaire.

La plus grosse difficulté que je rencontre est de faire comprendre à mes décideurs que si on veut donner une chance à cette jeunesse de s'inscrire dans la société et d'avoir des projets, il faut qu'on lui fasse confiance et qu'on évite tout ce qui est signature de contrat. Or, comme vous le savez, toute inscription dans un dispositif, tout financement d'une action publique nécessite aujourd'hui la signature d'un contrat. Je travaille actuellement à l'identification de projets qui fonctionnent plutôt bien, qui prennent le temps de la mesure, qui laissent les jeunes aller et venir, qui ne les obligent pas à signer des contrats, et qui ont malgré tout la confiance des institutions publiques. Quand je dis « institutions publiques », je mets tout le monde dans le lot, parce que vous avez certes les services de l'État, mais aussi les associations financées par l'État pour mettre en œuvre une action publique, les collectivités territoriales, les établissements publics... Un nombre important d'acteurs gravitent autour de la question.

Parlons des quatre situations étudiées.

### **Lyon, un CHRS « Jeunes »**

Comment peut-on proposer de l'hébergement en CHRS « généraliste » à des jeunes, donc les mettre en contact avec des personnes qui ont des années d'expériences de rue, comment un jeune peut-il se projeter lorsqu'il a, en face de lui, une personne qui est complètement cassée par ce qu'elle a vécu ? Comment peut-il se projeter dans la vie si il n'a pas des exemples de réussite autour de lui ? Voici l'origine du CHRS jeunes de Lyon, accompagné dans le cadre des projets soutenus dans 23 « territoires de mise en œuvre accélérée », des actions portées par les collectivités territoriales. On leur a délégué les crédits parce que de plus en plus elles investissent le champ du logement en récupérant des compétences. Certaines métropoles aujourd'hui ont la gestion du FSL, elles ont des délégations d'aide à la pierre, elles travaillent le plan local d'urbanisme, et la vision de la DIHAL est de dire qu'on ne doit pas simplement se poser la question de savoir comment on loge les personnes en difficulté. Un territoire doit se poser la question de savoir comment il aménage sa commune, son intercommunalité, pour pouvoir loger l'ensemble de sa population, y compris les personnes les plus en difficulté.

Lyon fait partie de ces territoires de mise en œuvre accélérée avec ce CHRS « Jeunes » qui travaille sur l'évolution des pratiques, puisque qui dit *logement d'abord* dit réflexion sur l'accompagnement, sur sa mutualisation. Aujourd'hui, vous avez une multitude de dispositifs d'accompagnement, et les personnes passent d'un dispositif à un autre. Comment dépasser cela ?

Ce CHRS est donc inscrit dans le plan logement d'abord. Ils ont été en même temps confrontés à la limite de la mise en œuvre de ce concept puisque un CHRS c'est de l'hébergement ; il a fallu s'adapter, adapter l'exigence. Ils accueillent 50 jeunes volontaires, sans conditions de ressources, sans limitation de durée pour pouvoir rester hébergés au-delà des limites temporelles prévu dans leur agrément.

L'équipe du CHRS touche à une limite organisationnelle : c'est d'avoir tout dans un même lieu. Ils se sont rendu compte qu'ils n'étaient pas suffisamment ouverts vers l'extérieur, ce qui n'aide pas les jeunes accueillis à en sortir et à rencontrer d'autres partenaires institutionnels.

La deuxième limite pointée est la concentration du public en difficulté, et du coup, ce qui peut mettre en difficulté le jeune qui tente de s'inscrire dans un parcours.

On voit bien l'évolution en cours : la réforme du secteur de l'hébergement ne vise pas à supprimer l'hébergement. On aura toujours besoin d'un secteur de l'hébergement pour des publics qui ne remplissent pas les conditions d'accès au logement, pour du public qui n'a pas toutes les ouvertures d'accès au droit pour Rencontres nationales « Jeunes en errance » 2019[Texte]

le logement, et puis on a toujours besoin de l'hébergement pour la mise à l'abri. Et on connaît la difficulté des conditions d'accès au logement de droit commun.

Parallèlement ils ont développé des partenariats avec les bailleurs sociaux pour développer l'intermédiation locative, les pratiques de location, de sous-location, de baux glissants. Par contre, ils nous ont fait savoir qu'ils rencontraient une difficulté dans le repérage des jeunes puisqu'aujourd'hui, l'une des difficultés majeures est de pouvoir identifier où sont les jeunes, d'où la mise en place d'une équipe mobile « hors les murs ».

On sait que les jeunes, contrairement à d'autres catégories de la population, attendent souvent la dernière limite avant de demander de l'aide, voire n'en demandent quasiment jamais en pensant pouvoir se débrouiller tout seuls. Alors, comment on peut repérer les besoins suffisamment en amont ? C'est pour partie la question des sorties d'ASE, un autre sujet porté par la DIHAL en lien avec la délégation interministérielle à la lutte contre la pauvreté.

Au-delà de la mise en œuvre opérationnelle, ce qu'a fait ressortir le CHRS c'est un besoin de coordination des acteurs entre le SIAO, la DDCS, le conseil départemental, les missions locales... On a effectivement une question de repérage, une question de pouvoir donner de la souplesse aux structures pour mettre en place des modalités d'accompagnement qui n'obligent pas les jeunes à s'inscrire, à s'engager dans quoi que ce soit, qui leur donnent la possibilité de s'arrêter et de reprendre quand ils le désirent.

### **Paris, une permanence d'accueil**

On a également travaillé à partir du témoignage d'une permanence d'accueil des jeunes à Paris, gérée par l'ANRS. Ils y sont suivis avec un accompagnement à l'emploi, à la formation, droit, culture, logement, hébergement. La structure s'appuie beaucoup plus sur les résidences sociales que sur les CHRS, les files d'attente parisiennes étant saturées avec un SIAO qui est complètement embolisé. A ce propos, l'expérimentation de l'interdépartementalité des SIAO prévue dans la loi Elan devrait permettre de redonner de la fluidité à ces structures.

Ils ont aussi des blocages dans l'accès aux FJT car il y en a peu ; revoilà la question du bâti qui n'est pas forcément là où on veut, et pas forcément en bon état. En Ile-de-France un biais juridique avait permis de créer des résidences sociales « jeunes actifs » jusqu'en 2014. Cela avait permis aux FJT de répondre vraiment aux besoins des jeunes actifs, mais également des jeunes en difficulté. Mais depuis 2014 tout a été bloqué.

D'autre part ils sont en train de mener des travaux en lien avec la psychiatrie. On voit bien qu'il y a besoin d'un accompagnement des troubles psychologiques. Un passage à la rue, demander de l'aide alimentaire, être en situation de devoir demander à des institutions de venir faire ce qu'on est censé faire soi-même amène forcément à se poser des questions, et amène forcément des troubles sur sa confiance en soi, ses capacités à agir... Et évidemment une longue errance, un passage en détention, parfois également un aménagement de peine sans détention amènent forcément des troubles. Cela conduit à réfléchir sur deux plans : comment travailler avec la psychiatrie sur deux champs, à la fois sur le champ de la maladie, du trouble psy vraiment identifié où là, on a vraiment besoin d'un accompagnement médicalisé, et comment avoir un soutien dans l'identification des troubles et des outils qui peuvent venir vous aider puisque c'est vous qui êtes en contact avec ces jeunes pour redonner cette confiance en soi, cette capacité à agir.

### **Paris. CHRS pour jeunes en errance, et mineurs-majeurs étrangers**

Le troisième témoignage que nous avons exploité est celui du CHRS « Le Lieu-dit » à Paris. Ce CHRS « Jeunes » s'articule avec une équipe allant à la rencontre des jeunes en errance autour des gares Rencontres nationales « Jeunes en errance » 2019[Texte]

parisiennes. Ils reçoivent les jeunes et leur proposent un suivi, sans nécessairement proposer un hébergement. Ils ont observé que si ils le font systématiquement le jeune ne s'implique pas forcément dans son parcours. C'est toute la difficulté, entre mise à l'abri et comment on garde le contact avec le jeune pour essayer de construire quelque chose.

Ils ont également mis en place un dispositif « jeune lycéen » avec des jeunes migrants qui restaient sur le bord de la route. Ces jeunes ne sont pas considérés comme mineurs par l'ASE bien qu'ils aient des papiers qui le disent, mais ils ne sont pas majeurs pour l'État. C'est classique : quel que soit le dispositif qu'on conçoit, les problématiques sont telles que vous aurez toujours des espaces entre les dispositifs, et que vous aurez toujours un public qu'on ne pourra pas prendre en charge pour x ou y raisons. C'est ce que nous devons arriver à travailler, nous, services de l'État. Il faut qu'on arrive à faire évoluer nos modes d'organisation pour permettre de la souplesse entre les dispositifs.

Il ne s'agit donc pas de faire rentrer ces jeunes dans des cases stéréotypées, mais de les accompagner pour qu'ils puissent faire leurs propres choix. Du coup, ce CHRS travaille sur la souffrance liée au trauma migratoire par des rendez-vous et des échanges, et attend en fait que le jeune commence à parler. Ils ne posent pas de questions invasives et n'avancent pas de solutions normatives.

Vous connaissez ces lieux d'accueil. On y vient, on s'installe, on discute, ou pas. On boit un café, ou pas. C'est encore difficile à faire comprendre à nos décideurs nationaux et locaux. Il y a besoin de ces lieux où on est juste là pour du contact, le reste de la machinerie derrière devant se mettre en place, mais c'est ce premier contact qui est important, notamment pour les jeunes en errance ou très désocialisés.

Ils travaillent aussi avec le rectorat sur la scolarité, notamment pour la cantine, avec les services de l'État pour l'hébergement et la nourriture, et avec la Mairie de Paris, très investie sur ce champ. On voit bien que tout seul on ne peut rien faire sans une logique de territoire : comment on coordonne les forces de l'ensemble des acteurs qui ont des moyens, comment on les amène à mettre ces moyens au service d'un projet ; ce qui n'est pas simple, je vous l'accorde.

Ces jeunes migrants souffrent souvent de quelque chose qui s'est passé en amont de leur parcours migratoire, et attendent beaucoup de leur point de chute quand ils arrivent en France. Ils ont probablement entendu un discours sur le merveilleux modèle français et tout ce qu'il peut apporter, et du coup cela use les équipes parce que ce n'est pas aussi simple que ça, et la situation française n'est pas aussi jolie qu'on voudrait bien le faire croire.

Ils travaillent également avec l'ASE ; la Mairie de Paris étant également département de Paris, cela simplifie les choses. On voit là en quoi la simplification des institutions peut être une plus-value.

### **Rennes. Dispositif « Sortir de la rue », Mission Locale**

La Mission Locale de Rennes porte le dispositif « Sortir de la rue » depuis 2010. Ce dispositif apporte un accompagnement pluridisciplinaire sur tous les champs en travaillant sur un partenariat. Il n'impose rien au jeune. Le jeune vient, ne vient pas. Il s'inscrit dans des choses, il arrête, il recommence. Et le soutien des institutions dans le financement de ce dispositif est toujours là, ce qui montre qu'on peut convaincre aussi de l'intérêt de ne pas forcément vouloir tout formaliser, tout contractualiser avec les jeunes.

La Mission locale les accompagne sur un prisme pluridisciplinaire. Ils ont identifié que les jeunes en errance, en itinérance, refusaient les structures de l'urgence sociale, les structures sociales, et qu'ils ne veulent pas être assimilés aux clochards, comme ils disent.

Alors oui, il faut leur laisser le choix de pouvoir bouger si on en a envie. C'est compliqué, mais c'est le rôle de ces dispositifs !

## **La question des ressources**

La DIHAL a soutenu auprès du Comité d'Orientation Jeunesse le projet d'un revenu universel d'activité Jeunes pour les moins de 25 ans, qui pour la plupart n'ont pas accès au RSA. Ce vide actuel fait qu'une solution actuellement proposée est de passer les jeunes en Service Civique ou en Garantie Jeune, mais ces dispositifs n'ont pas comme finalité première les revenus, aussi modestes soient-ils.

## **ECHANGES**

### **Un participant**

Avec la Garantie Jeunes on est très loin de la réponse aux besoins. L'allocation mensuelle est minime, et au bout on dit « tu travailles », mais où sont les emplois réels ? Et évidemment ça coince sur l'accès au logement. Comment sans revenus, ou avec très peu, pouvoir convaincre un bailleur de faire confiance, qu'il peut faire quelque chose ? Il faut la mise en place de garanties financières pour les jeunes qui n'ont pas accès au travail.

### **Alexandra Menis**

Déjà, on a réussi à éviter que l'APL soit inscrite dans le revenu universel d'activité. Mais alors que la vision nationale du revenu universel d'activité c'est simplement une réforme, une simplification des aides, nous voulons en faire un véritable revenu universel pour la population générale, y compris les jeunes. Il y a aussi des injonctions contradictoires, issues de politiques non coordonnées, qui n'aident pas : vivre en même temps le lancement du plan national Logement d'abord qui a pour objectif de faire du logement un facteur d'insertion, et une baisse de 5 € des APL... La plus-value de la DIHAL est d'être peu dans l'organisation hiérarchique et descendante classique d'une administration centrale, et d'être écoutés par le ministre et son cabinet. Ceci a permis d'avoir des financements pour essayer de faire évoluer les choses, notamment de travailler avec les bailleurs sur le renforcement de l'intermédiation locative, et sur le développement des baux accompagnés entre des associations et des jeunes pour que le bailleur soit sécurisé.

Le ministre Julien Denormandie a annoncé en septembre la création d'une mission de préfiguration pour mettre en place un service public « de la rue au logement », afin de dépasser le clivage avec d'un côté l'hébergement et de l'autre le logement.

Il faut arrêter de reproduire cette distinction. Il faut que les deux mondes travaillent ensemble pour apporter des réponses de veille sociale, d'hébergement, il faut associer les deux mondes pour que les bailleurs et les associations porteuses de CHRS, de maraude, les associations qui portent les SIAO, les collectivités territoriales et les services de l'État puissent travailler ensemble à la mise en place de solutions sur le territoire.

Il faut aussi constater qu'à la DIHAL nous sommes confrontés à la concurrence des publics. Pour l'accueil des demandeurs d'asile qui ont obtenu le statut de réfugié, on a des lignes qui permettent de mettre en place des dispositifs, d'aménager des Garanties Jeune adaptées, de développer des dispositifs avec des centres de formation AFPA pour des remises à niveau tout en ayant un logement, un hébergement, un accompagnement. Pour les jeunes en bidonvilles on va également pouvoir proposer des solutions particulières. Mais comme le public Jeunes à la rue s'inscrit dans le public SDF, on est sur des lignes budgétaires qui sont déjà extrêmement en tension même si on les augmente chaque année.

### **Un participant**

Cela veut dire que la question est pensée en termes de population SDF qui rajeunit et non pas en termes spécifiques Jeunes à la rue ?

### **Alexandra Menis**

La question est pensée par ligne budgétaire. Aujourd'hui, de mon point de vue, si on veut pouvoir faire avancer les choses, et je pense qu'on y arrivera sur le terrain, c'est voir par territoire comment créer des fonds que chacun abonde, services de l'État et collectivités territoriales, et qu'on déconnecte cela de l'accompagnement afin que le travailleur social ne soit pas obligé de dire « vous êtes bénéficiaire du RSA, vous n'avez pas droit à ça », qu'il puisse simplement utiliser le fonds, peu importe. On y travaille. La première étape est déjà de construire les plateformes d'accompagnement. On essaye de mettre tous les acteurs autour de la table au-delà des services de l'État et des collectivités, parce que, sur les territoires, ce ne sont pas les seuls à rendre les choses compliquées. Vous avez nombre d'autres institutions qui se replient sur leurs compétences, sur leurs problèmes budgétaires. Mais toutes les réflexions qui se font sur les politiques publiques aujourd'hui se font d'un point de vue budgétaire, même si vous avez à l'origine une réflexion différente, au final elle devra rentrer dans les tableaux et les règles de trois de Bercy. C'est seulement en démontrant qu'on peut faire différemment, et on ne peut le faire qu'au niveau local, qu'on arrivera à faire évoluer les choses.

### **Un participant**

A Toulouse on a travaillé sur le projet expérimental *Un chez soi d'abord*. On a eu un financement sur un temps donné, et là on s'est mis autour de la table, et on a travaillé. Puis les crédits se sont arrêtés, et nous nous sommes tous retrouvés sur le carreau, y compris les personnes qui étaient dans le dispositif, et là c'est hyper difficile.

Ces personnes qu'on avait pu soutenir pour qu'elles créent du lien, qu'elles mettent en place des choses sur le plan social et sanitaire, sont victimes de cette cassure et repartent. Maintenant c'est encore plus difficile de revenir vers elles, de les ré-approcher, et au final, au lieu de les avoir ramenées on les a éloignées. C'est une souffrance pour tout le monde. Les expérimentations aux financements ponctuels ce n'est pas une solution.

### **Alexandra Menis**

Chacun s'investit dans une expérimentation, mais après on veut une évaluation et d'autres choses, et il suffit qu'un financeur se retire pour que tout s'arrête. A Toulouse, vous avez pris contact avec le coordinateur *Logement d'abord* ? Il est chargé de relayer et de soutenir la position de la DIHAL développée depuis 2009 sur les principes posés par Benoit Apparou.

### **François Chobeaux**

Ce qu'on entend de Toulouse, c'est ce qu'on a connu dans le réseau avec des expérimentations à Limoges et à Bordeaux. Tant que ces expérimentations étaient portées financièrement de façon exceptionnelle ça fonctionné, mais quand le couperet de la fin d'expérimentation est tombé, avec à Bordeaux l'obligation d'avoir réalisé un tour de table de financeurs pérennes et à Limoges le retour au financement de base, ça s'est arrêté.

### **Alexandra Menis**

Rencontres nationales « Jeunes en errance » 2019[Texte]

Quand on lance une expérimentation, on doit penser en même temps à sa pérennisation si elle est positive, alors que bien souvent on attend la fin pour lancer l'évaluation et du coup, on n'a pas du tout réfléchi en amont à la pérennisation du dispositif, s'il fonctionnait. Comment penser la pérennisation du dispositif à l'entrée pour engager les financeurs à maintenir leur financement ? Ce n'est pas simple, mais ça commence à se faire.

### **Un participant**

Vous parlez d'hébergement, et c'est vrai que les gares, voire même les urgences hospitalières servent beaucoup à se mettre à l'abri. Quand on a des jeunes qui arrivent dans une ville la première question c'est « où vais-je dormir ? » Et ensuite, à partir du moment où on sait où on va pouvoir dormir, on peut s'engager dans des projets, vivre des attachements positifs...

Il faut dire aussi, notamment pour les personnes venant de pays d'Afrique de l'Est ou de l'Ouest, que certains centres d'accueil de jour ou certains lieux d'insertion de jeunes sont connus là-bas. Mais quand les personnes ont l'impression d'arriver à destination et qu'on leur explique que le courage, la détermination qu'il leur a fallu pour arriver ici, c'est juste le départ pour vraiment commencer à trouver sa place...

### **Alexandra Menis**

Il faut agir sur deux champs. Comment on travaille la situation à l'instant  $t$  parce que malgré tout, ces personnes sont là, on ne peut pas les laisser déceintement dans la rue. L'autre pan est de savoir comment on travaille sur les réseaux et pour les jeunes mineurs qui seront pris en charge par l'ASE. Il y a aussi des détournements de réseau pour la création de filières de prostitution, des détournements de jeunes ASE. C'est un autre sujet qui est tout aussi important et qui est lié, qui n'est pas notre sujet du jour, mais je suis d'accord avec vous, c'est important.

### **Une participante**

Vous parlez des CHRS, des jeunes des foyers, de ceux qui peuvent être marqués par les personnes à la rue... Pour moi ce n'est pas la généralité, parce que j'ai été et je suis encore parmi ces jeunes-là et cela m'a permis de pouvoir avancer, de pouvoir me forger et de devenir ce que je suis aujourd'hui. C'est vrai que la scolarisation c'est compliqué. Quand j'étais scolarisée j'ai demandé des bourses qui m'étaient refusées au motif des ressources familiales alors que je n'étais plus chez mes parents. Après j'ai bénéficié de la Garantie Jeune qui ne m'a pas forcément aidée pour me loger, parce qu'on m'a dit que l'allocation individuelle n'était pas un revenu. Alors comment auprès des bailleurs sociaux je pouvais prouver que je serai en capacité de prendre un appartement, de pouvoir bénéficier des aides qui peuvent exister ?

À mes 25 ans, on m'a conseillé de faire une demande de dérogation pour avoir droit au RSA, parce que j'étais étudiante. Si je ne suis pas étudiante j'ai droit au RSA, sauf que j'ai été acceptée dans deux centres de formation que je n'ai pas pu suivre pour conserver le RSA.

### **Alexandra Menis**

Si vous bénéficiez du RSA, il faut voir là où vous résidez puisque les bailleurs sociaux ne demandent pas de garantie, et l'accès au logement social se fait sur des niveaux de ressources. Vous pouvez tout à fait accéder à un logement social. Après, il faut voir dans quel secteur géographique vous êtes, car souvent les délais sont très longs.

La question des ressources est centrale, de toute façon, et apporter des aides, on voit bien que ça ne suffit

Rencontres nationales « Jeunes en errance » 2019[Texte]

pas. Je n'ai pas la solution magique sur donner des revenus au-delà des aides qui existent, et c'est bien pourquoi je suis là aujourd'hui, pour réfléchir avec les acteurs du terrain pour voir quelles sont les propositions qu'on peut faire.

Vous êtes représentative de bon nombre de jeunes qui, contrairement à ce qu'on pense, sont prêts à s'investir dans beaucoup de projets, et on envie de s'en sortir. Je suis ravi que votre passage en CHRS vous ait apporté du plus par rapport à l'expérience que cela a pu vous donner. Ce n'est pas le cas partout, parce quand on parle de CHRS il y en a de très différents avec des publics très différents.

Maintenant, pour un logement dans le parc privé, il faudrait voir si votre Union Régionale des CLAJ pratique le bail accompagné. Les CLAJ (*Comité local pour le logement autonome des jeunes*) sont des services d'information et d'accompagnement vers le logement. Un certain nombre de CLAJ développent ce qu'on appelle le bail accompagné, c'est-à-dire qu'ils ont un partenariat avec des bailleurs privés qui acceptent des locataires avec des conditions de ressources moindres, et le bail fait l'objet d'un avenant où l'association s'engage à intervenir soit pour le jeune si il a besoin d'information, d'orientation, d'être accompagné, soit pour le propriétaire bailleur s'il rencontre des difficultés. Avec un RSA, il y a des marges de manœuvre. Elles ne sont pas énormes mais elles existent.

Vous avez le droit à un chez vous et à une vie digne. La difficulté de l'accès au logement pour les personnes dans votre situation est que le logement est déjà un bien difficile d'accès pour des populations qui ont des revenus et qui ont des garanties. Dans votre cas, je me demande si il y avait à la commission d'attribution un travailleur social ou une association qui vous connaissait. Normalement ces Commissions peuvent être ouvertes aux associations, ou aux travailleurs sociaux qui accompagnent dans la demande de logement social.

### **La participante**

J'ai connu la rue. Je suis passée en CHRS, et du CHRS, je suis passée en action collective. On a envie de s'en sortir. Il faut juste nous faire confiance... Il faut nous laisser la chance d'essayer. Il faut nous laisser la chance de pouvoir prouver qu'on est capable.

### **Alexandra Menis**

C'est pourquoi on associe les bailleurs à tout ce qu'on fait pour leur démontrer qu'il faut arrêter d'avoir des représentations négatives des publics et des jeunes notamment, mais ils ont des représentations négatives de bon nombre de publics, pas uniquement des jeunes. Et il faut aussi avoir en tête qu'il n'y a pas que les gros bailleurs, vous avez aussi de petits propriétaires pour qui c'est le seul bien. Du coup, c'est aussi une prise de risque qui peut les mettre en difficulté. C'est aussi comment on accompagne les petits propriétaires. Sauf qu'il faut encore les identifier, les connaître, les repérer. Il faut les accompagner. C'est beaucoup plus facile avec de gros bailleurs. On sait qui ils sont, on fait les demandes...

Vous êtes à Strasbourg, territoire de mise en œuvre accélérée du plan Logement d'abord. Je vous propose de me donner vos coordonnées, qu'on voie avec la Métropole comment vous mettre en contact, parce qu'ils sont financés pour mettre en œuvre le plan sur la Métropole. Ils sont censés intervenir pour les personnes à la rue.

### **François Chobeaux**

Y a-t-il une procédure claire sur le passage entre sortie de CHRS et accès au logement ? Le CHRS accompagne jusqu'où ? On avait déjà parlé de cela il y a quelques années, certaines DDCS disant « on Rencontres nationales « Jeunes en errance » 2019[Texte]

finance les CHRS pour l'aide à la sortie et pour l'accompagnement un peu après la sortie », d'autres disant « non, pas du tout. Ce n'est pas notre travail. C'est le rôle des AVDL (accompagnement vers et dans le logement) ». Cela en est où ?

### **Alexandra Menis**

Le centre d'hébergement a vocation à accompagner les personnes en son sein, donc à la vie de tous les jours, à l'accès aux droits, à l'accès à l'emploi, à l'accès au logement, au soutien à la parentalité, et forcément, un CHRS doit accompagner à la sortie. Après, c'est toujours pareil. On peut parler des DDCCS, mais il y a aussi le secteur associatif qui porte le centre d'hébergement qui va dire « moi, j'accompagne, mais une fois qu'il n'est plus dans mes murs, ce n'est plus moi qui suis chargé de l'accompagnement ». C'est pourquoi on travaille au développement d'équipes qu'on appelle « hors les murs » des travailleurs sociaux qui sont au sein des centres d'hébergement et qui peuvent accompagner une fois que les personnes du centre d'hébergement sont dans l'intermédiation locative, ou dans du logement, ou de voir avec l'association qui gère l'intermédiation locative comment ils s'organisent pour l'accompagnement. Une personne en CHRS est censée être accompagnée dans son parcours jusqu'à la sortie dans le logement. Après, c'est aussi au CHRS de faire le relais avec les mesures AVDL. Les CHRS vont aussi nous dire « mais vu les financements... », et c'est vrai que là, en plus avec la réforme de la tarification qui est en train de se mettre en place...

L'AVDL, c'est dans tous les départements, sur financement d'Etat. C'est le pendant du Fonds Social Logement à la charge des départements, censé aider les personnes en difficulté ; mais chaque département se concentre sur son public. À l'origine il n'y avait pas d'AVDL, il n'y avait que le FSL géré par l'État, qui l'a confié aux Conseils départementaux, et comme la gestion des Conseils départementaux a eu un impact moindre par rapport à ce qui était envisagé, l'État a créé un l'AVDL pour venir en soutien du FSL.

Clairement, toutes les problématiques dont on vient de parler font écho à l'organisation administrative française, aux questions d'avoir des politiques publiques directement gérées par l'État et d'autres qui sont décentralisées, où chaque collectivité a une relative autonomie dans ses critères d'application. Il y a des départements qui ont des budgets, mais qui ne veulent pas investir le champ social autant qu'ils le devraient.

### **Un participant**

Il ne faut pas oublier que tous ces dispositifs jouent par rapport à l'interaction qu'on a avec, non pas le public, entité complètement impersonnelle, mais avec l'individu qu'on a en face de soi, les représentations que cet individu a, et la façon dont le travailleur social travaille avec celui-ci pour pouvoir permettre un succès. Il y a toujours la question de l'interaction entre la personne que l'on rencontre et les dispositifs existants qui ont leur propre logique. Je pense qu'il faut toujours le dire, sinon on parle de quelqu'un qui existe et de quelqu'un qui n'existe pas.

### **Alexandra Menis**

Aujourd'hui, de plus en plus, on parle d'une notion qui, pour moi, est essentielle, mais qui ne se traduit pas encore, c'est qu'on doit s'appuyer sur le parcours des personnes. Si on s'appuie sur le parcours des personnes, il ne faut pas que ce soit la personne qui réponde aux conditions du dispositif, mais que ce soit le dispositif qui s'adapte au parcours. Du coup, faire ce changement c'est reconstruire les modes de fonctionnement qui existent, et quels qu'ils soient, et cela fait même écho à la formation des futurs travailleurs sociaux, des décideurs, des fonctionnaires. C'est aussi dans l'approche des métiers, parce que du coup, on ne doit plus penser par rapport à notre organisation, nos budgets, nos compétences, mais par rapport aux Rencontres nationales « Jeunes en errance » 2019[Texte]



besoins de notre public.

### **Le même participant**

Je suis tout à fait d'accord. Du coup, on récupère les demandes. Mon expérience c'est une petite ville, Bourg-en-Bresse. On travaille au sein d'un PAEJ où on accueille la demande comme elle vient. La question du logement, voire de l'hébergement, le 115, tout ça, c'est évidemment à chaque fois une question individuelle particulière, mais c'est aussi une question collective. Nos réponses très normées, 115, CHRS, CIAO, ça marche pour un certain nombre de jeunes. Nous avons l'avantage d'avoir un CHRS Jeunes. Par contre, cela ne répond pas du tout aux jeunes qui reviennent au PAEJ chaque matin parce que le CHRS tel qu'il est proposé peut ne pas répondre à ce qu'ils demandent.

Alors que peut-on imaginer ? Il y a des choses à développer dans les accompagnements, au plus près des compétences et des possibilités des jeunes. On a vu qu'en squats les jeunes se mobilisent. Ils mobilisent des compétences. On l'a vérifié aussi sur tout ce qui était accompagnement des risques dans les addictions. On voit aussi qu'émerge de l'autogestion...

### **Alexandra Menis**

Des capacités à agir.

### **Le participant**

On a besoin d'une boîte à outils pour éviter les sorties sèches d'ASE, il y a à construire avec les départements pour ne pas se retrouver systématiquement dans l'urgence. On a besoin d'outils pour travailler avec des jeunes qui sont sous injonction de quitter le territoire, mais qui restent là dans un entre-deux juridique qui ne leur laisse aucun droit.

Et d'accord sur les expérimentations, mais en travaillant en amont les solutions de pérennisation.

Une idée que nous creusons actuellement : une sorte de « pension de famille » pour jeunes, en voyant comment y faire entrer l'ALT. Avoir un dispositif sur lequel on peut faire rentrer des parcours différents à l'échelle de notre ville, à l'échelle de notre territoire, ce serait vraiment intéressant, parce qu'on serait actifs là où les dispositifs bien pensés par les collectivités ne répondent pas.

### **Alexandra Menis**

Voilà une piste à creuser.

Il faudrait que vous preniez contact avec vos collègues de la Sarthe, qui travaillent depuis plusieurs années avec une association qui gère différentes résidences sociales, pensions de famille, FJT. Ils ont également des partenariats avec des bailleurs. Ils font de l'intermédiation locative et du coup, cela permet d'avoir des parcours pour différents types de publics. Ils ont des familles, des jeunes. C'est un exemple très intéressant de ce qu'on peut faire sur la petite échelle. D'autre part, vous avez dit « il faut que je trouve l'outil où je peux faire rentrer l'ALT ». Je pense qu'à terme il faut qu'on arrive à avoir des solutions qui évitent d'être obligé de se poser la question de savoir comment on peut, sur du bâti, faire rentrer toutes les catégories.

Aujourd'hui c'est l'une des solutions la plus efficace qui prend du temps, mais c'est aussi notre travail, même si c'est très éloigné de ce que vous pouvez faire sur le terrain, qu'on puisse se dire qu'il faut qu'à terme, les gens sur le terrain n'aient pas à se poser ce genre de question, parce que du coup, on est sur des montages alambiqués et du jour au lendemain on n'est plus financé. Par contre, pour le moment, effectivement, la solution la plus adaptée c'est de faire des assemblages.

Rencontres nationales « Jeunes en errance » 2019[Texte]

### **François Chobeaux**

Je vais prolonger ce qui vient d'être rapporté, parce qu'au fond, on a tous en tête un idéal idéologique du logement, c'est le logement individuel. Ceci parce que partout en France, il y a l'idéal idéologique de la maison individuelle. D'abord, les idéaux, ce n'est pas très pratique à réaliser. Des fois, c'est difficile et puis, il y a les possibles et les envies différentes. Et aussi des propositions différentes : on dit « pension de famille », mais même là il y a à inventer sur les formules !, On a des collègues de l'Ariège qui avaient imaginé une grosse maison de périphérie urbaine, à habiter à 5, 6. Une sorte de cohabitation, colocation. Il y a « Les chalets » à Clermont-Ferrand, il y a eu « La place » à Grenoble, un espace d'Algeco, de petites constructions. Il y a des choses alternatives possibles pour les gens, alors qu'on est sans arrêt avec dans la tête, qu'il faut finaliser vers le logement « normal ».

### **Alexandra Menis**

Souvent, les solutions qu'on veut proposer on veut les porter tout seuls et ça ne marche pas. A l'inverse, au Mans, ils ont réussi, avec un bailleur social, à réserver les quatre derniers étages d'un immeuble pour en faire une résidence sociale. Du coup il y a une vraie mixité dans le bâti puisque vous avez des logements qui sont pour des citoyens, on va dire en difficulté, et qui ont leur logement via les CAL, et vous avez le reste en résidences sociales. C'est intéressant car ce possible est lié à un travail à plusieurs.

Il faut qu'on arrête d'avoir un mode de pensée du 20<sup>ème</sup> siècle. Les jeunes, aujourd'hui, ont peut-être une vision de l'habitat qui est autre que la nôtre. Pour nous, à la DIHAL, le logement n'est pas nécessairement un logement individuel, ou un logement pérenne dans le sens « pérenne » comme on l'imagine. On a monté un groupe de travail sur la colocation, la cohabitation, parce que c'est aussi un mode de vie et un support éducatif très intéressant pour accompagner. Oui ça ne répond pas à tout le monde ; aucune réponse unique ne répond à tout le monde. Il y a un certain nombre de conditions à réunir, mais sur des territoires, quand c'est vraiment pensé par des territoires pour des territoires, pour des jeunes pour qui cela peut être une solution transitoire, un choix de vie, peu importe, cela peut fonctionner.

C'est aussi comment on sort de ses propres schémas et qu'on voie aussi sur son territoire quels sont les acteurs, les financeurs, quel est le public à qui cela pourrait être destiné. Du coup, on arrive à trouver des solutions.

### **Une participante**

J'ai une réaction spontanée, parce que vous parlez du CHRS comme lieu de transition. A Lyon on commence à aborder les jeunes par les maraudes du SAMU Social, mais on travaille surtout avec des personnes grandement marginalisées qui aspirent à un lieu de vie, à un foyer, un espace collectif, accompagné, mais entrer dans les exigences des orientations vers le handicap est très complexe, et penser qu'elles vont se saisir du CHRS comme réponse ça ne marche pas. C'est trop transitoire, et trop exigeant.

### **Alexandra Menis**

Je n'ai pas dit qu'on devait forcément passer par un CHRS, que ça devait être un lieu de transition. Le concept c'est d'éviter l'hébergement de longue durée au profit du logement d'abord. C'est pourquoi le plan *Logement d'abord* ne vise pas la suppression du secteur de l'hébergement, mais la réalité est aussi que dans le secteur de l'hébergement, vous avez des personnes qui sont là depuis 10 ans, et qui pourraient tout à fait accéder au logement. Pour nous l'hébergement a deux vocations : la mise à l'abri sur une courte durée, et la Rencontres nationales « Jeunes en errance » 2019[Texte]

stabilité. Quand je dis courte durée, c'est parce qu'on est quand même sur des durées parfois de 10 à 15 ans dans des centres d'hébergement.

Pour nous, l'hébergement c'est la mise à l'abri et un lieu où on peut se poser le temps de réfléchir, d'être accompagné, de se stabiliser, de poser ses valises, de faire les démarches d'accès aux droits, parce que de toute façon pour accéder au logement il faut faire des démarches. Mais ce plan ne vise pas du tout la suppression du secteur de l'hébergement, tout du moins pas dans l'immédiat. Si dans 15 ans on a supprimé le sans-abrisme et qu'on n'a plus besoin que de quelques places d'hébergement pour la mise à l'abri, tant mieux. Mais dans l'immédiat l'objectif est de ne pas laisser en plan les personnes qui peuvent accéder au logement parce qu'elles ont des situations de droit et des revenus qui le leur permettent. Après, il y a la question des disponibilités, des propriétaires, des bailleurs qui ne veulent pas. Nous ne cherchons pas à supprimer le secteur de l'hébergement, mais à lui redonner les moyens de faire ce pourquoi il a été créé.

### **Un participant**

À Nancy il y a une baisse de la dotation CHRS de 3 % par an.

### **Alexandra Menis**

Cette tarification nous est imposée, nous n'avons pas barre dessus.

### **Un participant**

Je reviens sur le revenu universel d'activité. En fait on va essayer de rattraper tous ceux qui n'ont pas de prestations sociales, qu'on va essayer d'inclure sur ce revenu, mais ceci à budget égal alors qu'on va avoir de plus en plus de bénéficiaires. Cela va vite créer des disparités entre une personne qui va avoir un revenu universel d'activité parce qu'elle est précaire, et une personne qui a un revenu universel d'activité parce qu'elle est handicapée. On en sort comment ?

### **Alexandra Menis**

Aujourd'hui c'est ce qui se passe parce que l'Etat est à budget constant. Quand vous avez un mouvement des Gilets jaunes qui conduit à des annonces de mesures c'est à budget constant, vous vous doutez bien que pour les financer cela va être pris sur d'autres lignes budgétaires. Je ne dis pas que c'est ce qu'il faut faire. Je dis que c'est la réalité, et on est obligés de faire avec, parce qu'on n'a pas tous les leviers, parce qu'on est sur des réflexions segmentées. La tarification des CHRS cela fait 10 ans qu'elle est dans les tuyaux. À la DIHAL on a réussi à convaincre le Président de la République d'investir sur un concept. On s'est dit qu'il faut qu'on aille au logement, qu'on produise, qu'on développe l'intermédiation locative. Ils nous suivent, et la même année, on a eu deux annonces : la baisse des APL et l'alignement de la tarification des CHRS. Ce sont des décisions qui n'ont pas été prises par les mêmes personnes. Il est là le souci, mais comme vous, nous sommes obligés de faire avec la réalité.

Petit pas par petit pas on arrive à convaincre, mais on n'a pas toutes les marges de manœuvre ni tous les leviers qu'on aimerait avoir, et c'est pourquoi on va régulièrement sur le terrain pour démontrer que malgré toutes les décisions qui peuvent être contraires, des choses se construisent. Ça passe aussi par une réorganisation de la présence de l'Etat ; il y a actuellement une fusion des services sur le territoire en rapprochant les services du Ministère du travail et de la cohésion sociale pour plus d'efficacité partagée. C'est une bonne chose qu'on ait une approche un peu moins segmentée et de pouvoir accompagner les gens aussi bien dans leurs difficultés d'hébergement, d'aide alimentaire et d'emploi et d'insertion. J'aurais aimé qu'on y

Rencontres nationales « Jeunes en errance » 2019[Texte]

mette le logement, qu'on ait de vrais services d'insertion, et qu'on arrête d'avoir cette déclinaison des politiques publiques par ministère... On a bien conscience qu'on a des concepts, des choses toutes belles, mais on sait très bien que cela ne va pas se mettre en place comme ça. Ce sera difficile, mais on sait aussi que si on ne le fait pas, ce sera encore pire que de ne rien faire. Donc, on œuvre, et on continue à œuvrer pour qu'on ait un secteur de l'hébergement qui réponde à ces missions premières qui sont les mises à l'abri, la stabilité sur du court terme.

Nous considérons qu'il y a une véritable expertise au sein des CHRS, et l'objectif n'est justement pas de l'étouffer mais de voir comment on peut l'utiliser, la reconstruire au service du logement pour éviter qu'il y ait des gens qui arrivent le soir qui sont obligés de repartir le matin.

### **Une participante**

Vous avez évoqué la manière dont on peut accompagner les personnes. Je travaille avec des jeunes qui ont été confiés à l'ASE, des jeunes particulièrement perturbés par des ruptures de placement avec de multiples foyers, perturbés en amont par des problèmes psychologiques d'attachement. C'est pourquoi, parfois, ça craque dans les foyers alors qu'il faudrait qu'ils soient un peu porteurs afin que les jeunes puissent garder en eux l'élan de continuer, de persévérer dans les démarches. Ce n'est pas toujours facile, notamment quand on quand on les met à la rue à 18 ans. Ce n'est pas porteur. Ils sont en demandes d'accompagnements très concrets dans certaines démarches à faire, parce que cela prend de l'ampleur, parce que parfois ils ont besoin qu'on reformule, qu'on traduise les demandes qui leur sont faites, parce qu'ils n'ont jamais appris à faire par eux-mêmes. Il faudrait qu'il puisse y avoir simplement quelqu'un pour qu'ils se sentent un peu moins seuls, parce qu'ils veulent bien faire les choses, mais des fois, ils sont un peu fatigués et ils ont besoin d'un soutien et d'un encouragement. Il y a des effets de rupture qui les poursuivent très, très longtemps et qui les mettent en grande difficulté pour évoluer.

### **Alexandra Menis**

Vous faites écho à tous les constats qui ont lieu dans le cadre des travaux menés sur les jeunes sortants de l'ASE. Et il y a aussi les jeunes qui sont encore sous la responsabilité de l'ASE et qui connaissent déjà des ruptures avant leurs 18 ans.

Sur la question des jeunes ASE, une étude a été menée par la DGCS auprès de plusieurs conseils départementaux. Elle n'est pas encore diffusée. Depuis un questionnaire a été envoyé à l'ensemble des conseils départementaux pour identifier quelles étaient les pratiques d'accompagnement des jeunes pendant qu'ils étaient placés.

Cela fait écho à ce que je disais tout à l'heure. La protection de l'enfance a été décentralisée aux conseils départementaux, et chaque conseil départemental a sa propre politique d'aide sociale à l'enfance. Du coup, nous, l'État, nous n'avons aucune marge de manœuvre pour leur dire que ce qu'ils font est intéressant ou pas. Quand on essaye de travailler avec les conseils départementaux, c'est « Vous nous avez confié ça, c'est nous qui faisons ». C'est aussi la réalité. C'est toute la difficulté du pilotage d'une politique décentralisée, ce qui ne veut pas dire qu'on n'essaye pas de faire quoi que ce soit ; il y a un certain nombre de choses qui sont ressorties de cette première monographie et qu'on va approfondir dans l'enquête. Déjà, il y a un travail à faire sur ce qu'on entend par « protection de l'enfance ». Et du coup, cela va devoir se transcrire dans les formations des éducateurs.

Il ressort que, souvent, on est là pour mettre à l'abri. Donc, on met à l'abri physiquement. On n'est pas là pour remplacer les parents, sauf que du coup, vous mettez à l'abri parce que les parents ne sont pas capables de

Rencontres nationales « Jeunes en errance » 2019[Texte]

protéger leurs enfants, mais vous ne complétez pas tout ce qu'est censé faire un parent : apprendre l'autonomie, ouvrir un compte bancaire... Toute cette partie est inexistante, même si ça et là il y a un peu d'accompagnement à l'autonomie, mais cela reste vraiment sur la protection, la mise à l'abri physique. Je ne veux pas non plus qu'on pense que tous les services de l'aide sociale à l'enfance, tous les foyers et tous les éducateurs font du mauvais travail. Ce n'est pas le cas.

Une deuxième chose est ressortie. Au sein des conseils départementaux vous avez deux grandes politiques publiques, l'ASE et le RSA, et dans les directions du RSA vous avez tous les partenaires qu'il faut pour accompagner les jeunes. Simplement, les deux directions ne travaillent pas ensemble.

Les conseils départementaux n'ont aucune obligation de se limiter à cela. Ils pourraient très bien mettre ne serait-ce qu'un binôme éducateur ASE/travailleur social d'une direction de l'insertion pour accompagner le jeune, déjà l'éducateur se sentirait moins seul puisqu'il aura un travailleur social qui connaît tous les partenaires de l'action sociale. Il y a aussi des associations d'anciens mineurs placés qui pourraient aussi venir en soutien de l'accompagnement à la sortie en lien avec d'autres acteurs.

### **François Chobeaux**

On sait que l'un des éléments qui fabrique les sorties sèches à 18 ans de la PJJ ou de l'ASE, c'est le fonctionnement même des institutions de placement appuyé sur une conception traditionnelle de la protection de l'enfance. Au fond ce n'est pas une question d'entretien dans l'année des 17 ans et de la durée du contrat jeune majeur.

### **Alexandra Menis**

Non, puisqu'il y a des jeunes à 16 ans qui sont très autonomes, et vous avez des départements qui ont des « logements autonomie » où les jeunes sont dans leur logement dès 16 ans.

Sur les Contrats Jeune Majeur et leur suppression, il y a beaucoup d'enjeux politiques. Il y a une évolution du fait des précédentes élections des conseils départementaux. Ce n'est pas qu'une histoire de budget, mais de conception même de l'accompagnement, avec des contrats de quelques mois renouvelables. Là, ce n'est pas une question d'argent. Ce sont des visions court-termistes des politiques publiques, ce sont des choix politiques. Vous avez souvent les collègues dans les collectivités territoriales qui sont comme nous, qui aimeraient faire autrement.

### **Une participante**

On avait beaucoup d'espoirs dans les effets du rapport de Brigitte Bourguignon. Concrètement qu'est-ce qui va se passer ?

### **Alexandra Menis**

Je n'ai pas d'information sur ce qui va se passer concrètement. On a des contacts avec la Délégation pauvreté, qui est en train de contractualiser avec les conseils départementaux sur la stratégie pauvreté. La question des jeunes sortant de l'ASE a été intégrée dans cette contractualisation. Cette contractualisation, bien engagée avec les services des départements, a été difficile à mettre en œuvre quand c'est arrivé au niveau des Assemblées délibérantes. L'accueil a été assez froid. Du coup, ils sont en train d'y retravailler.

Nous continuons à maintenir la pression, sur les jeunes sortants de l'ASE notamment, par rapport au logement, et sur tous les territoires où on est on travaille à la mise en relation avec les conseils départementaux et avec les SPIP parce que il y a aussi les jeunes PJJ dont certains passent aussi à la rue, Rencontres nationales « Jeunes en errance » 2019[Texte]

ainsi que les jeunes sortant de prison.

Associer les services de l'administration pénitentiaire c'est un autre challenge parce que sur les territoires, en plus des compétences décentralisées à des collectivités territoriales et des compétences directes de l'État, et vous avez la Justice avec une organisation et une carte administrative encore différentes, ce qui fait que les SPIP, les établissements pénitentiaires et les tribunaux ne travaillent pas de concert avec les autres administrations. Quand on essaye de développer des comités de pilotage on nous dit « n'oubliez pas d'associer le SPIP ». Mais ceux-ci répondent peu car ils pensent qu'ils sont particuliers et autonomes, avec en leur sein des référents TIJ, des référents logement, des assistantes sociales...

Si le projet de loi avancé par Brigitte Bourguignon sur les contrats Jeune majeur est voté, cela permettra déjà de résoudre un certain nombre de problématiques puisque cela les rendra obligatoire. Mais il faut que ce soit voté, et ceci par des députés qui sont également des conseillers départementaux...

### **François Chobeaux**

Le contenu du rapport Bourguignon est « intégré », c'est écrit comme celà, dans le rapport global d'Adrien Taquet, lequel avance une intéressante liste de choses à faire en ne disant pas vraiment comment cela va être fait. Et à ce jour on se demande toujours comment les groupes de travail prévus vont exister.

### **Alexandra Menis**

Obliger les conseils départementaux à faire des contrats Jeune majeur ce n'est pas non plus la solution, parce que si ils n'ont pas de budget supplémentaire ils seront obligés de trouver les budgets ailleurs. Donc, ils iront piocher dans leurs autres lignes, dans tout ce qui fait partie de leurs compétences.

On est en train de travailler une expérimentation dans 10 métropoles sur des maraudes mixtes entre veille sociale et prévention spécialisée, justement pour éviter les ruptures, et aussi parce que la veille sociale doit faire face à des populations de familles à la rue avec enfants pour lesquelles ils n'ont pas forcément la formation, et la prévention spécialisée a besoin aussi de mieux connaître le secteur de l'action sociale après 18 ans. Du coup, c'est aussi un moyen d'éviter les ruptures.

### **Une participante**

Je voudrais revenir sur la question qui n'a pas été évoquée des personnes sans-papiers, sans titre de ce jour. Il n'y a pas d'éligibilité possible, et pour eux le Logement d'abord...

### **Alexandra Menis**

La question des personnes non régularisées, on la défend régulièrement, mais on n'a jamais gain de cause. C'est du ressort du Ministère de l'intérieur. Nous faisons du lobbying en interne, nous portons des messages. On porte des choses auxquelles on croit, mais qui sont mises en œuvre par d'autres collègues d'autres administrations, et on est obligé de faire du lobbying pour essayer de faire infléchir les décisions. Et comme dans tout lobbying, on n'a pas toujours gain de cause. Mais il est évident que la question conduit forcément à celle de la régularisation, avec une grande probabilité pour qu'on arrive, à un moment donné, à ce qu'on fait régulièrement, une vague de régularisation et puis, on recommence.

### **Un participant**

Il y a aussi des ressortissants européens à qui on a supprimé les APL il n'y a pas longtemps. On avait des gars dans le Logement d'abord qui étaient en appartement depuis longtemps, et qui se sont retrouvés à la Rencontres nationales « Jeunes en errance » 2019[Texte]

rue. C'est la catastrophe.

### **Alexandra Menis**

J'ai essayé d'être assez optimiste pour trouver un juste équilibre. Je pense que cela va être très difficile dans la suite ; cela ne veut pas dire qu'il ne faut rien faire. Localement, il y a toujours des solutions qu'on peut trouver, ne serait-ce que pour une ou deux personnes. Maintenant, aujourd'hui, les leviers sont difficiles à trouver, à mobiliser, et la situation l'est aussi parce que même si on décide de construire, le temps de la construction...

### **Un participant**

Vous dites que la situation est difficile. Effectivement, elle empire. Dans notre région de 1 million d'habitants on a estimé les sans-abri à 4000 ; et on n'arrive pas à trouver de solution pour 4000 personnes ! Mais tout cela coûte à la société, ça coûte plus cher que de loger. On marche sur la tête. Comment cela se fait que concrètement que ce changement de paradigme ne passe pas ? Comment cela se fait que, de toute façon, la collectivité dépense autant, voire plus que ce qu'il faudrait pour mettre fin à l'errance ?

### **Alexandra Menis**

J'aurai deux réponses.

La première est que ce sont des concepts qui ne sont pas encore forcément entrés dans la tête de nos décideurs, ni de bon nombre de personnes. Les questions d'investissement social, de mesure, d'évaluation, ce sont des choses qu'on ne maîtrise pas, et sur lesquelles il faut qu'on travaille. Il y a effectivement un travail à faire, des outils d'explication à créer.

La deuxième raison, c'est le court-termisme des mandats électoraux rapporté à la complexité du développement de programmes d'action radicalement novateurs. Ajoutez à cela la permanence d'élections intermédiaires qui paralysent et qui enferment...

Mais cependant il y a un travail sur lequel on peut agir, c'est comment on acculture les gens à l'évaluation. Aujourd'hui, on a des associations qui portent des actions publiques qui n'évaluent pas tel qu'on entend une évaluation. Elles suivent leurs actions, bien évidemment. Elles font des bilans, mais on n'est pas dans l'évaluation. Et il y a la mesure de l'investissement social. C'est assez nouveau, on a là un levier qui est la mise en œuvre des contrats d'impact social en France, commencés en 2017.

Ces contrats d'impact social ont amené les services de l'État, notamment Bercy, à devoir réfléchir à d'autres modes de fonctionnement, parce qu'ils sont tirés du modèle anglo-saxon qui s'appuie beaucoup sur le financement privé. Ce sont des investisseurs privés qui financent l'action et l'État rembourse en fonction des résultats. Sauf que nous, en France, nous ne savons pas gérer ce genre de dispositif.

Et il y a la question du fonctionnement des organisations. C'est vrai que l'administration française est bien particulière. Il y a beaucoup, beaucoup d'acteurs, et plus on simplifie moins on simplifie, et tout ceci est en permanence en débat avec des échéances électorales quasiment tous les ans, ou tous les deux ans, qui mettent un frein à tout ce qu'on essaie de mettre en œuvre, parce qu'on est sur des élections à temps court.

Et il faut savoir qu'on est sur des budgets annuels, même si on a une loi de 2001 qui prône la pluri-annualité avec des actes d'engagements et des crédits de paiement. On est quand même sur des budgets annuels. Chaque année, on revote le budget. On est sur des mandats électoraux de 5 ans en moyenne, et on est sur des politiques publiques qui, pour vraiment impulser des changements, nécessitent de 10 à 15 ans. Pour vraiment mettre en place une vraie politique publique il nous faut quand même au moins une dizaine d'années

Rencontres nationales « Jeunes en errance » 2019[Texte]

pour que cela produise de vrais résultats. Tout cela fait que c'est incompatible.

### **François Chobeaux**

En dehors des arguments de choix politiques, ou économiques, on est dans des années de morale très individuelle « moi d'abord, moi tout seul, pas les autres ». Cela se traduit par « ah les cas sociaux, y a tout pour eux ». C'est très difficile à gérer. On peut toujours réussir à convaincre le décideur public intelligent de l'intérêt de loger immédiatement la personne en grande précarité, de l'intérêt de travailler avec les toxicomanes, et j'en passe, mais l'individualiste moyen, revenu de tout et se défendant de lui-même, nous renvoie « mais pourquoi voulez-vous qu'on loge les SDF alors que mes enfants n'ont toujours pas trouvé de logement ? ».

### **Alexandra Menis**

Plus que de l'individualité, la problématique du logement concerne quasiment 80 % des Français aujourd'hui. Du coup, quand vous avez des difficultés à vous loger vous-même, ou à loger vos propres enfants, effectivement, vous vous dites « et moi ? ». En même temps on voit aussi que nombre de jeunes se retrouvent en difficulté parce que beaucoup de familles ne prennent pas soin aussi de leur jeunesse. De plus en plus de jeunes se retrouvent à la rue par rupture familiale. On a insisté sur cela auprès de l'aide sociale à l'enfance, car on est obligés de s'occuper des enfants à leur place. Encore une question à traiter !

Je peux comprendre que des personnes qui sont en difficulté avec leur entourage ne se projettent pas forcément au-delà de leur entourage, mais c'est aussi à cela que servent les nuits de la solidarité, les fabriques de la solidarité. Regardez Metz, territoire de mise en œuvre accélérée du plan Logement d'abord. Ils l'ont intégré dans le plan métropolitain, dans le plan local d'habitat, et ils ont fait un lien avec le PDLHPD, et du coup, ils ont fait une manifestation ouverte aux citoyens. Ils ont réuni tous les acteurs et ça prend. Des citoyens s'ouvrent. Après, on est dans une société individualiste. Malheureusement, aujourd'hui, même au sein d'une famille, il y a des individualités qu'il n'y avait pas forcément...

### **Une participante**

Une remarque. J'ai passé quelques semaines à Vienne, en Autriche. Il y a toute l'Europe centrale qui y arrive. Il y a 40 % d'étrangers et zéro SDF. Pourquoi pas chez nous ? C'est un choix politique. En France, en centre-ville il a les couches aisées et pas de logements sociaux.

### **Alexandra Menis**

Oui ce sont les effets de choix politiques, mais pas seulement. On cite régulièrement la Finlande qui a résout le sans-abrisme, sauf qu'il faut mettre cela en rapport à la superficie de ce pays et au nombre d'habitants ! En Finlande le total des sans-abri pris en charge c'est égal au nombre de personnes à la rue qu'on a relogées l'année dernière. Et ils ont mis 15 ans avant d'y arriver pour une population qui représente 1/3 du sans-abrisme français. Et puis, je pense aussi qu'on est dans un pays où on attend tout du politique, et que le politique ne peut pas non plus répondre à tout, même s'il a des réponses. Le nombre de fois où j'entends « mais que fait l'État ? », mais ce n'est pas sa compétence, ou « que fait le conseil départemental ? », oui, mais ce n'est pas à lui de faire.

C'est culturel aussi, je vous l'accorde. Il y a aussi une culture du soutien familial qui se perd.

### **François Chobeaux**

Rencontres nationales « Jeunes en errance » 2019[Texte]



Vous avez vu et entendu ce que peut être une administration de mission, c'est-à-dire pas un système lourd, institué, habituel, mais une sorte d'aiguillon qui pousse, qui peut s'appuyer en direct sur des acteurs locaux, qui peut pousser des recherches, des expérimentations, et qui peut aller titiller les dispositifs lourds.

### **Alexandra Menis**

Alors n'hésitez pas à nous contacter en direct. Nous avons des marges de manœuvre suffisantes pour aller sur le territoire, pour mettre en relation des gens sur le territoire. N'hésitez pas à faire remonter des questions et des propositions. Si vous avez des projets, si vous ne savez pas trop par quel bout prendre un problème, on peut aussi vous mettre en relation avec des acteurs sur le terrain, voire vous donner quelques pistes. Si vous avez des bonnes pratiques, des choses qui fonctionnent, n'hésitez pas à nous les faire remonter, parce que nous aussi, c'est sur la preuve que nous pouvons convaincre. Il faut savoir qu'un décideur ne signera jamais si on ne lui fournit pas la preuve que ça fonctionne.

Vous pouvez aussi nous remonter les points de blocage. On les fait remonter régulièrement, mais plus il y en a, mieux on risque d'obtenir gain de cause. Sur la réforme de la tarification, sur toutes ces choses qui viennent se percuter, on essaye de faire au mieux, et on peut aussi intervenir localement. Après, on ne promet rien parce que cela ne dépend pas que de nous, mais on peut être facilitateur sur un certain nombre de choses.

Merci beaucoup.

## **EXPERIMENTATIONS ET MAL DE VIVRE A L'ADOLESCENCE**

---

### **Conférence de David Le Breton**

David Le Breton est professeur de sociologie à l'université de Strasbourg. Auteur notamment sur ce thème de *Disparaître de soi. Une tentation contemporaine* (Métailié), *En souffrance. Adolescence et entrée dans la vie* (Métailié), *Conduites à risque. Des jeux de mort au jeu de vivre* (PUF, Quadrige), *Signes d'identité. Tatouages, piercings et autres marques corporelles* (Métailié), *La peau et la trace. Sur les blessures de soi* (Métailié), *Une brève histoire de l'adolescence* (Béhar).

Je vais vous parler d'une anthropologie des conduites à risque, du mode de vivre adolescent, puis nous en débattons. La question initiale portait sur les expérimentations adolescentes ; pour les aborder je prendrai le chemin des conduites à risque, du mal de vivre. En chemin je parlerai aussi des jeunes en errance, de la *blancheur* et de la disparition de soi.

### **Adolescence**

D'abord, je rappelle que les notions d'adolescence ou de jeunesse sont des notions extrêmement récentes dans l'histoire de nos sociétés, datées par l'historien Philippe Ariès du milieu du 18<sup>e</sup> siècle et alors limitées aux milieux privilégiés qu'étaient les classes moyennes, les milieux nobles ou bourgeois, puisque pendant très longtemps les enfants des milieux populaires travaillent très jeunes en amorçant lentement un passage insensible mais direct vers l'âge d'homme ou vers l'âge de femme.

C'est cependant là l'invention de la jeunesse ou de l'adolescence, parce qu'une partie d'une classe d'âge est mise en suspension entre deux mondes. Ce sont des garçons, surtout, qui entament des études. Ils sont plus des enfants sans être encore des hommes ou des femmes ; ils sont dans cet entre-deux qui caractérise la jeunesse ou l'adolescence.

Il faudra attendre, en France, les lois Ferry (1881-1882) pour que la scolarisation s'impose à l'ensemble d'une classe d'âge, mais il y aura en même temps et pendant longtemps, beaucoup de résistance. Il suffit de lire les livres d'Émile Zola pour voir que des gamins sont dans les mines, ou qui travaillent de manière épouvantable et n'ont pas le temps d'aller à l'école. C'est seulement après la fin de la seconde guerre mondiale, et la reconstruction du monde européen, que la quasi-totalité des enfants est scolarisée et donc, que la notion d'adolescent émerge de manière forte. L'après-guerre est aussi un moment où des milliers de jeunes errent à travers la France, l'Allemagne, l'Italie, à travers une Europe absolument dévastée. Cela donne plusieurs des plus grands films de l'histoire du cinéma « *Allemagne, Année Zéro* » de Rossellini, « *Sciuscia* » de Vittorio De Sica, qui montrent des gamins qui vont d'un lieu à l'autre, qui n'ont plus de parents, qui essayent de bricoler une reconstruction de leur histoire personnelle.

C'est aux États-Unis, autour des années 1950, qu'un sociologue, Parsons, produit les premiers grands textes portant sur une culture proprement adolescente, une culture qui n'est plus celle de l'enfance et qui n'est pas du tout celle des parents. C'est au même moment l'émergence d'un grand cinéma américain classique avec « *La fureur de vivre* » de Nicolas Ray, « *Graine de violence* » de Richard Brooks, et plusieurs autres films où les Américains s'interrogent sur une jeunesse en rupture, en fracture, mais aussi une jeunesse qui n'a plus du

tout les mêmes références que les parents. Dans le générique de « *Graine de violence* » apparaît « *Rock around the clock* » de Bill Haley ; à l'époque les parents trouvaient cette musique rock répugnante, sans mélodie... alors qu'elle fédérait les jeunes générations.

En France, il faut attendre Edgar Morin qui décrit la culture adolescente, la culture de la jeunesse, dans quelques articles au début des années 1960. Puis, quand on avance dans le temps, et il y a une fragmentation à nouveau de la notion d'adolescence avec l'émergence des pré-adolescents. Par exemple, des filles de 13-14 ans qui vivent des grossesses précoces, des garçons qui ont déjà à cet âge un parcours de délinquance incroyable, et puis, l'autre pôle, les *Tanguy* pour les milieux privilégiés, mais aussi des millions de jeunes de milieux populaires qui n'ont pas les moyens de payer des loyers énormément élevés. Ces jeunes grandissent dans la solidarité familiale, parfois en dormant avec leurs copains ou leurs copines dans leur chambre d'enfant. Il y a toute cette mosaïque, cette fragmentation de la jeunesse : les pré-adolescents, les post-adolescents, les *adulescents* comme on dit parfois, contraction d'adulte et d'adolescent. On parle aussi souvent de société adulescente pour caractériser le monde contemporain qui est énormément sous l'égide de l'immédiateté, de l'industrie du divertissement, avec un énorme renforcement de cela par la télévision, internet, les réseaux sociaux...

Voici l'univers dont nous héritons aujourd'hui en tant que sociologues, travailleurs sociaux, psychologues... Une jeunesse aussi qui ne va pas très bien et qui, de mon point de vue, risque d'aller de plus en plus mal au regard du monde qui vient. Marie Choquet, épidémiologiste à l'INSERM, spécialiste de l'adolescence, dit que pour l'INSERM un jeune sur cinq, en France, est en pleine détresse, pas seulement en « crise d'adolescence », ce qui serait banal. Dans toutes les familles des adolescents sont en révolte, ils sont dans une crise de croissance, ils veulent plus de liberté... mais cela ne les empêche pas d'aimer la vie. Ces 1/5 de nos jeunes, sont en détresse, en souffrance, ils sont d'une certaine manière en danger.

### **Sur les conduites à risques**

Que sont les conduites à risques ? De mon point de vue il y a quatre grands axes, Mais d'abord je vous rappelle que c'est une notion de la santé publique. Si vous parlez à un jeune en errance des risques qu'il encourt il vous regarde avec des yeux ronds parce que ce n'est pas du tout sa problématique. Il s'en moque complètement car il est dans une nécessité intérieure de se mettre en danger. C'est nous, adultes, qui disons « il se met en danger ». C'est notre préoccupation, notre éthique, notre déontologie de les protéger, mais eux sont dans une toute autre problématique. La notion de conduites à risque est assez extérieure aux jeunes, mais elle est un mot fédérateur qui permet de savoir de quoi on parle sans avoir, chaque fois, à se repositionner.

Le trait commun de ces conduites juvéniles tient à l'exposition délibérée au risque de se blesser ou de mourir, d'altérer son avenir personnel, ou de mettre sa santé en péril : défis, jeux dangereux, tentatives de suicide, fugues, errances, alcoolisation, toxicomanies, troubles alimentaires, vitesse sur les routes, violences, délinquances, incivilités, relations sexuelles non protégées, grossesse précoce, refus de poursuivre un traitement médical vital, etc. Ces comportements menacent les possibilités d'intégration sociale à travers notamment la déscolarisation, et ils aboutissent parfois, comme dans l'errance, la « défonce », la quête du coma éthylique ou l'adhésion à une secte, à une dissolution provisoire de l'identité. Mais ils sont aussi l'expérimentation tâtonnante d'un monde social qui échappe encore. Le risque est là comme une matière première pour se construire, avec cependant l'éventualité non négligeable de mourir ou d'être blessé. Mais il n'est pas recherché pour lui-même.

Certains de ces comportements s'inscrivent dans la durée (toxicomanie, troubles alimentaires, scarifications, errance...), d'autres s'accomplissent sous la forme d'une tentative unique liée aux circonstances (tentatives de suicide, fugue....) La propension à l'agir qui caractérise cet âge est liée à la difficulté de mobiliser en soi des ressources de sens pour affronter les écueils biographiques sur un autre mode. L'agir est une tentative psychiquement économique d'échapper à l'impuissance, à la difficulté de se penser, même s'il est parfois lourd de conséquences.

### ***La fonction paradoxale des conduites à risque***

Pour l'anthropologue, les conduites à risque sont évidemment un champ d'analyse assez fascinant parce que ce sont des garçons ou des filles qui utilisent la douleur, la blessure délibérée, la privation comme dans l'anorexie, le choc des sensations comme dans la toxicomanie, le recours à nombre de potions médicamenteuses ou à l'alcoolisation, ou encore le choc d'une musique écoutée en faisant corps avec des sons qui percutent en se rapprochant le plus possible des enceintes. Il y a là une sorte de recours paradoxal au corps dans les conduites à risque, mais c'est un corps qu'on meurtrit, qu'on abîme à travers scarifications, toxicomanie, alcoolisation... Le corps, à ce moment-là, pour ces jeunes, devient une accroche au Monde. Ils s'accrochent à leur corps pour ne pas tomber dans un abîme qui n'en finirait plus. En ce sens, leur corps, le corps est une accroche au monde. Je ferai un clin d'œil à Winnicott, en le détournant un peu, en disant que le corps est un objet transitionnel.

L'objet transitionnel chez Winnicott, vous vous rappelez, c'est le doudou, la poupée, le morceau de tissu... qui fait que l'enfant apprivoise l'absence de sa mère, de ses proches, reprend le contrôle. C'est aussi le jeu de la bobine identifié par de Freud avec ce jeune enfant qui jette la bobine et qui dit « elle est partie », il la ramène en tirant sur le fil et il dit « elle est là » dans une sorte de ritualisation de l'absence de sa mère. Ici, pour assumer la transition, ce n'est pas le corps paisible, ou le doudou paisible, c'est vraiment ce corps qu'on abîme.

Je prends souvent l'image du jeune qui jette violemment son corps contre le monde. Il se cogne contre le monde. Cela lui fait mal, mais il redéfinit ses limites, et il revient en arrière. Il rejette à nouveau son corps contre le monde, et il refait quelques pas, et comme ça, cahin-caha, au fil du temps, il arrive à s'en sortir. Il utilise son corps comme une sorte de balancier, mais avec brutalité jusqu'au moment où il trouve une réponse, un sens à sa vie, où il a l'impression que sa vie vaut la peine qu'il la vive, mais tant qu'il n'en est pas là, il maltraite son corps.

### ***Des conduites contemporaines qui se diffusent par contagion du sens***

Je voudrais aussi vous rappeler combien beaucoup des conduites à risque de nos jeunes, aujourd'hui, sont récentes dans l'histoire dans nos sociétés. Ce qui est très ancien c'est la violence, la délinquance, le viol, l'alcool. Vous le trouvez dans des écrits de l'antiquité grecque, dans le monde gaulois, dans l'Empire romain, au Moyen âge, à la Renaissance... L'alcool par exemple fait partie de la culture du Monde européen. Les beuveries ont toujours été associées à la jeunesse. Voyez Rabelais, ou Mikhaïl Bakhtine quand il travaille sur le carnaval du Moyen âge qui paraît fascinant à nos yeux, car c'est un monde d'incroyables beuveries, de transgressions, de renversement des valeurs mais c'est un monde ancien. Alors oui, les jeunes qui sont dans l'alcoolisation « classique », pas dans l'alcoolisation extrême dont je parlerais ensuite, sont dans la suite de l'histoire. La recherche de l'ivresse, de l'euphorie, la violence, la délinquance, le viol, l'errance aussi, parce que finalement, à partir du moment où les sociétés ont été la proie d'envahisseurs, ou de guerres entre châteaux, de guerres entre régions, entre pays, il y a eu forcément eu des familles déstructurées, décimées, Rencontres nationales « Jeunes en errance » 2019[Texte]

et des enfants en errance à travers le Monde. Rappelez-vous d'ailleurs le 19<sup>e</sup> siècle Regardez Hector Malo, Victor Hugo « *L'homme qui rit* », le personnage de Gavroche dans *Les Misérables*. Des milliers de jeunes sur les routes survivaient comme ils pouvaient, cela faisait un peu partie du paysage de nos sociétés. L'errance contemporaine est une réactualisation, une nouvelle version d'une errance relativement ancienne. Regardez « *Le tour de France par deux enfants* ». Ce livre paraît après la guerre de 1870 montre deux gamins, âgés de 8-9 et 12-13 ans, qui vont faire le tour de France. Ce manuel scolaire fonctionne pendant des décennies, avec lui on enseigne la lecture et la géographie française à travers les péripéties rapportées. Ce n'était pas troublant de voir deux enfants sur les routes à l'époque.

### ***Nouveautés et actualités de quelques conduites à risque***

Le psychiatre américain R. Gordon rencontre son premier cas d'anorexie au début des années soixante-dix : « A l'idée que seulement dix ans plus tard, des milliers d'étudiantes seraient engagées dans un cycle compulsif de suralimentation et de vomissements volontaires, nous aurions eu un choc ». Aujourd'hui, bien entendu, l'anorexie est une manière presque banale pour une adolescente de dire son mal de vivre. Souvent associée aux vomissements provoqués et à la boulimie, elle témoigne d'une volonté farouche de ne plus être assujettie au corps, et notamment au féminin, de le contrôler jusqu'à le contraindre. Elle est vécue comme une discipline de vie apportant une maîtrise de soi et une pureté dont les autres sont incapables. Un fantasme de perfection est mis en œuvre à travers une quête de minceur. Manière aussi d'arrêter le temps, de rester hors de toute maturation ni enfant ni femme, hors sexe, hors sexualité, hors corps. Toute leur existence lors de cette phase, leurs préoccupations tournent autour de l'alimentation et des stratégies pour perdre du poids. Dans un certain nombre de cas les psychanalystes évoquent la tentative de la fille de se démarquer de la mère, à travers un refus de son corps de femme et de la nourriture maternelle. Ne pas manger marque alors la différenciation que la fille tente d'opérer. Et en contrôlant sa faim, en ayant d'excellents résultats scolaires ou sportifs, elle se démontre également sa valeur personnelle. Au-delà encore, la nourriture est le lieu de fixation du sentiment d'insignifiance et de manque de goût de vivre. Mais aussi un lieu de jouissance de soi, la sensation de faim est une sensation d'existence, où elles se sentent légères et pures, maîtresse d'elles-mêmes. Certains auteurs parlent même d'un « orgasme de la faim ».

Les entrées de toxicomanes dans les hôpitaux explosent en France autour des années 1967-1968. Aux Etats-Unis, la consommation, encore anodine en 1962, avec 1% des jeunes de 12 à 17 ans ayant fumé de la marijuana et 4% des 18-25 ans, passe en 1979 à 31% et 68%, et pour les drogues dures, là où elles étaient à 0,5% pour les 12-17 ans et 3% pour les 18-25 ans, elle est de 9% et 33% pour la consommation d'hallucinogènes, de cocaïne ou d'héroïne. Après plusieurs années à Marmottan, à la fin des années 1970, C. Oliviestein observe le changement radical de recrutement des jeunes toxicomanes. « C'en était fini de la génération des toxicos beaux, intelligents et cultivés ! Le type dominant était le loubard de banlieue, d'origine ouvrière et, souvent, enfant d'immigrés. Avec pour uniforme, les jeans, les santiags et les blousons de cuir à lanières ». Les drogues hallucinogènes comme le LSD, qui témoignent d'une recherche de spiritualité, de partage, d'alternatives au monde en lien avec les valeurs de la mouvance hippie, sont débordées par des drogues dures et individualisantes comme l'héroïne. Les valeurs contre-culturelles sont concurrencées par une recherche de sensations, d'oubli, d'absence, de « défonce ». Au début des années quatre-vingt, C. Olivienstein observe la banalisation du haschich dans les lycées et chez les jeunes de classes moyennes. Dans les quartiers de grands ensembles qui entourent les grandes villes, il note l'émergence d'une toxicomanie d'enfants recourant à des produits bon marché : des solvants organiques comme le trichloréthylène et l'eau écarlate, des détachants faciles à trouver, ou encore l'essence, l'éther, la colle à Rencontres nationales « Jeunes en errance » 2019[Texte]

rustine. Il constate l'explosion du nombre de toxicomanes accueillis à Marmottan et le passage du recours aux drogues de la marginalité à l'ensemble du tissu social. Les addictions, et notamment les toxicomanies, commencent à se développer en touchant de plus en plus de jeunes, et le terme en arrive à recouvrir des comportements multiples : compulsion aux jeux, au sexe, au travail, aux pathologies alimentaires, puis plus tard à internet, au jeu vidéo, etc. Les usages contemporains de la drogue ne visent plus l'expérimentation sur soi des *sixties*, il ne s'agit plus de la quête de formules chimiques d'une transcendance immédiatement accessible, mais souvent à l'inverse d'une forme d'automédication d'un jeune qui éprouve un mal de vivre et cherche une solution pour se tenir la tête hors de l'eau. Nous sommes dans une société de résolution chimique des tensions personnelles par une prise médicamenteuse. La pharmaco-dépendance aux drogues illicites est en France aujourd'hui évaluée autour de 300 000 personnes. L'enquête ESCAPAD<sup>1</sup> 2002 révèle que 21,2% des garçons déclarent un usage régulier de cannabis (entre 10 et 29 usages) au cours des 30 derniers jours, contre 8% des filles. 9,2% en font un usage quotidien, contre 3% des filles. Dans l'enquête ESCAPAD 2008, 24,7% des jeunes interrogés avaient fumé du cannabis les trente jours précédents. L'usage du cannabis est fortement valorisé dans la jeunesse. Il n'est nullement associé à un risque pour ses usagers qui jouissent d'un sentiment léger de transgression, d'une connivence de classe d'âge qui les démarque des autres usagers et les posent à l'inverse comme des garçons ou des filles qui ne s'en laissent pas conter.

Les attaques au corps, et notamment les scarifications, si diffusées aujourd'hui, particulièrement auprès des filles, prennent de l'ampleur seulement à la fin des années quatre-vingt-dix. Le corps, et en particulier la peau, est le refuge pour s'agripper au réel et ne pas sombrer. L'écorché vif s'écorche la peau dans une sorte d'homéopathie. Pour reprendre le contrôle, il cherche à se faire mal, mais pour avoir moins mal. Il faut parfois sacrifier une part du corps pour sauvegarder quelque chose de soi. Les attaques au corps sont d'abord une attaque contre les significations qui s'y attachent. Elles sont des tentatives de se dépouiller d'une peau qui colle à la peau d'un sentiment de soi insupportable. Manière symbolique de la détruire pour faire peau neuve, et devenir autre. Les entames corporelles interviennent dans une situation de souffrance et d'impuissance, d'impossibilité de mettre la tension hors de soi. Face à la paralysie de toute possibilité d'action, elles rétablissent une ligne d'orientation, elles ramènent l'individu au sentiment de sa présence. Acte de passage (et non passage à l'acte comme le dit la psychanalyse) souvent lucide sur le moment ou l'après coup, franchissement in extremis d'une passe dangereuse, les scarifications sont une manière de négocier un entre-deux intolérable. La douleur, l'incision, le sang endiguent le trop plein d'une souffrance débordante et écrasante et rappellent au jeune qu'il est vivant à travers la brutale sensation d'existence ainsi provoquée. L'impossibilité de sortir de la situation par le langage force le passage par le corps pour décharger la tension. La trace corporelle porte la souffrance à la surface, là où elle devient visible et contrôlable. On l'extirpe d'une intériorité qui paraît comme un gouffre. Ultime tentative de se maintenir au monde, de trouver une prise. La douleur physique est une butée symbolique opposée à une souffrance indicible et écrasante. Les scarifications sont particulièrement présentes chez des jeunes ayant été victimes d'abus sexuels qui trouvent dans ce geste une sorte de purification de la souillure qu'ils éprouvent.

### ***Evolution de l'alcoolisation***

L'alcoolisation était dans nos sociétés plutôt une recherche d'ivresse, de légèreté, d'euphorie, elle participait des rites de virilité pour les groupes masculins où le fait de « tenir » l'alcool valait brevet d'excellence. Les femmes en étaient exclues, l'alcoolisation au féminin était rare ou caché. Certes, cette alcoolisation festive et occasionnelle demeure, et elle s'accroît même. Elle désinhibe et permet d'aller plus loin dans ses

<sup>1</sup> Enquête sur la santé et les consommations lors de l'appel de préparation à la défense. Rencontres nationales « Jeunes en errance » 2019[Texte]

comportements, en pensant moins au regard des autres. L'ivresse est une forme douce de disparition, l'emprunt pour quelques heures d'un masque pour se délivrer des pressions intérieures. Le mal de vivre est atténué, même si le prix à payer est la gueule de bois du lendemain. L'alcoolisation est un antidépresseur qui n'est pas affecté par une connotation médicale, mais plutôt investie d'une aura symbolique. Elle apaise l'angoisse ou la dépression en brouillant la conscience et en rendant plus difficile une pensée continue (Marty, 2007, 59 sq.).

Ces dernières années, les modalités de l'alcoolisation se sont transformées chez les plus jeunes. Ils boivent sans doute moins souvent mais avec plus d'intensité. S'ils sont relativement abstinents durant la semaine, en revanche ils boivent avec passion lors de fêtes de fin de semaine. La saoulerie s'effectue souvent en groupes. Certaines villes connaissent désormais ces rassemblements juvéniles où il s'agit de boire sans fin dans des rues rebaptisées « rue de la soif », ainsi à Rennes, à Brest, à Mulhouse, etc. De même la tonalité des fêtes s'est transformée depuis une vingtaine d'années, M. Dagnaud en résume les traits pour une majorité de jeunes, même si d'autres modèles coexistent : « Les virées nocturnes ne sont plus focalisées sur la drague, la recherche d'un partenaire amoureux : elles sont centrées sur la liesse partagée entre copains et les sensations démesurées (ivresse, délire, allure folle sur les routes). D'ailleurs la musique, loin de se dérouler comme des airs que l'on reconnaît et que l'on entonne, se présente comme un continuum assourdissant et l'on danse seul, autiste, le corps transcendé par une fougue inextinguible, à côté des autres. Les émois de l'émancipation amoureuse ou sexuelle ont été remplacés par l'exacerbation des sens au moyen d'un arsenal d'adjuvants ». Pour M. Dagnaud, « les jeunes les plus investis dans l'univers de la teuf sont souvent issus de foyers déstabilisés –les parents sont séparés, un des conjoints a cessé toute relation avec ses enfants, un des parents est alcooliques ou au chômage et ainsi de suite... », même si elle rappelle que, bien entendu, des jeunes de familles plus épargnées y participent également.

L'expérience de la défonce n'est plus une quête de sensations, mais d'emblée une recherche de disparition, une passion de la syncope. Boire sans limite, n'importe quoi, non pour atteindre la griserie mais pour accéder au plus vite à l'oubli. Les verres sont absorbés en toute indifférence au goût de l'alcool dans une volonté de défonce qui amène dans leur bouche la référence au fait d'être « cramé », « déchiré », « mort » ou de « se vider la tête ». Vodka surtout, rhum, whisky tequila, sont absorbés en alternance avec des premix (alcool avec des ajouts de sucre). Le jour suivant, ils ne se souviennent de rien. Mais pendant le temps où il n'est plus personne le jeune s'en remet aux autres, parfois pour le pire dans les cas de viols quand des garçons profitent de la situation avec les filles qu'ils ont parfois incité à boire.

Le corps devient un refuge, un lieu sans lieu pour se dissoudre, et ne plus donner de soi, s'enfermer dans la profondeur de sa chair en bouclant la conscience à double tour. Certains luttent ainsi sans doute contre la peur de l'effondrement, ils en prennent le contrôle dans une sorte d'homéopathie, manière d'exorciser le pire en décidant des conditions et en laissant la possibilité d'un retour, même si une forme d'ordalie est également présente dans ces comportements de défonce qui miment la mort pour ne pas être emportée par elle (Le Breton, 2007). L'alcoolisation extrême est une expérience de mort et de renaissance, non seulement par le jeu de l'ordalie toujours renouvelée, mais aussi à travers le passage consenti à un univers de sens qui n'est plus celui de la conscience ordinaire, sans être tout à fait celui de la mort.

### ***Sur les tueries scolaires***

Les tueries scolaires perpétrées par des adolescents sur d'autres élèves et leurs enseignants commencent seulement dans les années quatre-vingt-dix. Ces fusillades impliquent des adolescents, parfois très jeunes : par exemple Andrew, 11 ans, et Mitchell, 13 ans, qui tuent 15 personnes à Jonesboro, Arkansas, en 1998. Et Rencontres nationales « Jeunes en errance » 2019[Texte]

ce sont pratiquement toujours des garçons qui abattent leurs pairs, qu'ils connaissent parfois depuis l'enfance. Ces événements très médiatisés fournissent à d'autres adolescents une sorte de modèle pour « sortir en beauté » tout en « faisant payer » ceux qui n'ont pas voulu leur accorder la place qu'ils pensaient mériter. Ils procurent un mode d'emploi à la rage, une autorisation à passer à l'acte puisque d'autres l'ont fait glorieusement. Nombre de jeunes mal dans leur peau, qui se sentent incompris et en butte à l'indifférence ou au mépris des autres et ruminent des intentions suicidaires, ont soudain eu une solution, une mise en forme, à leur disposition. La haine vise plutôt les pairs et les enseignants, c'est-à-dire ceux qui marquent leur sociabilité ordinaire, et non l'institution scolaire en elle-même.

Les *school shooters* diffusent leur fascination et leur exemple dans l'ensemble du monde : en Chine, au Japon, au Canada, en Grande-Bretagne, en Espagne, en Argentine, en Bosnie-Herzégovine, etc. La plupart d'entre eux souffrent dans leur identité masculine, ils ne sont pas en position d'être valorisés par leurs pairs pour leurs performances sportives ou leur succès auprès des filles. Par surcompensation ce sont souvent des adorateurs de Charles Manson, d'Hitler ; ils connaissent les faits d'arme des autres tueurs scolaires, ce sont des passionnés de jeux vidéos ou de films ultra-violents. Un personnage imaginaire les protège du profond sentiment de vulnérabilité qu'ils éprouvent. Ils s'efforcent de se démontrer qu'ils sont des hommes à travers le maniement des armes, et un jour la mise à mort des autres. La plupart des crimes scolaires sont commis par deux garçons. Outre le rite de virilité sous le regard d'un pair, ce fait contribue à lever toute inhibition. La volonté de ne pas faire mauvaise figure, l'émulation et l'encouragement mutuel favorisent le passage à l'action. La dyade dissout les derniers scrupules moraux.

Les auteurs de ces crimes sont dans un profond mépris des autres dont ils pensent souvent être rejetés. Ils ruminent leurs frustrations et leurs rancœurs de ne pas être reconnus à leur juste valeur. La rage contenue explose à partir d'un détail et elle se répand sans mesure. Ils « pètent les plombs », selon une expression devenue familière. Ils déversent leur haine sans trier parmi leurs victimes. Ils ne se sentent pas à leur place dans leur existence, et le monde leur paraît sans intérêt et contestable au regard du manque d'attention qu'il leur porte. Mais ils veulent mourir en entraînant avec eux le maximum de leurs semblables pour leur faire payer leur indifférence.

Leur volonté est de laisser une trace vive de mémoire dans l'histoire. Ils souhaitent exister pleinement à travers leur acte, mais aussi dans la douleur de leurs victimes et de leurs familles. Ils veulent forcer la reconnaissance de ce qu'ils sont non dans l'agrément collectif, plutôt à travers l'effroi qu'ils entendent susciter. Cette position d'autorité absolue sur les autres s'accompagne du désir de devenir célèbres, et renflouer ainsi, même en mourant, un narcissisme défaillant. Illuminés par leur sentiment de toute-puissance, ils ne voient plus la mort comme un fait tragique mais comme un accomplissement glorieux, soigneusement mis en scène. Ils savent qu'on ne revient pas de la mort, mais quelque part ils n'en sont pas sûrs pour eux-mêmes. Ils s'enregistrent sur leur blog, bardés d'armes, tenant des discours haineux sur le monde, travaillant à ce qu'ils imaginent être leur gloire future. Plusieurs des *school shooters* annoncent leur volonté meurtrière sur internet. Ainsi du tueur de Winnenden : « J'ai des armes ici, demain matin j'irai à mon ancienne école et ça va vraiment chauffer. Restez à l'écoute, vous entendrez parler de moi demain. Retenez bien le lieu : Winnenden (...) J'en ai marre, j'en ai assez de cette vie qui n'a pas de sens et qui est toujours la même chose. Tout le monde se moque de moi et personne ne veut reconnaître mon potentiel » (*Libération*, 13 mars 2009). Beaucoup de jeunes tuent pour accrocher quelque chose d'un réel qui se dérobe à leurs efforts. Tuer est une manière d'exister de manière grandiose à leurs yeux et d'entrer enfin par effraction dans la reconnaissance sociale. « Je veux qu'un jour tout le monde me connaisse, je veux être célèbre » dit le tueur d'Erfurt à une autre élève (*Libération*, 28 avril 2002).



Vous voyez donc combien le paysage qu'on a sous les yeux des détresses d'adolescents d'aujourd'hui est incroyablement récent, et pas du tout une espèce d'héritage de l'éternité comme un certain nombre de gens voudraient nous le faire croire.

### ***Un monde d'individus***

Pourquoi ? Les sociétés européennes, occidentales ont vécu des transformations sociales considérables à partir des années 1980. C'est la fin des « grands récits » tels que le communisme, le socialisme, le progrès, l'idée que plus on avance dans le temps, plus on viendra à bout des injustices et des inégalités, et puis on arrivera à construire, quelque part, des sociétés humaines qui valent davantage la peine qu'on y vive. Mais durant les années 1980 apparaissent la dislocation des cultures de classe, l'effondrement du communisme, suivi peu après de l'effondrement du socialisme et quasiment de la Droite. C'est difficile de ne pas avoir un horizon d'attente, cela n'aide pas à avoir une orientation si on est mal dans sa peau pour se dire « aujourd'hui, ça va mal, mais peut-être que demain, nos sociétés réussiront à rétablir davantage de justice ». On se retrouve alors devant l'horizon terrifiant du populisme, c'est-à-dire de la haine de l'autre, de l'antisémitisme sans honte, du racisme sans honte.

Ce monde est également celui de l'individualisation du lien social. Nous sommes de moins en moins ensemble et de plus en plus les uns à côté des autres, et même en rivalité les uns contre les autres avec l'ultralibéralisme qui nous met tous en concurrence.

On vit dans un contexte assez terrifiant sur le plan de l'humanité, de la reconnaissance de l'autre, d'où, d'ailleurs la lutte pour la reconnaissance qu'a introduite le philosophe allemand Axel Honneth « Dites-moi que j'existe, dites-moi quand même que je vaudrais la peine », quête de reconnaissance qui nous hante absolument tous aujourd'hui.

Dans ce contexte social extrêmement difficile les conduites à risque ne cessent de s'accroître, de gagner le Monde entier dans le contexte de la mondialisation, avec de moins en moins de moyens pour réussir à contenir. On y arrive encore à peu près, mais il y a quand même beaucoup de jeunes qui paient un prix fort.

### ***Un âge particulier ?***

Mais pourquoi est-ce à ce moment-là de la vie qu'il y a autant de conduites à risque, pourquoi pas à 30 ou 40 ans ? Ou pourquoi pas avant, à 10 ans par exemple ?

D'abord, quand on est un enfant on est porté par ses parents même si on n'est pas très bien dans sa peau. Ils sont toujours là pour venir vous chercher à l'école. Vous les avez sous la main en quelque sorte. Mais au moment de l'adolescence on commence à voler de ses propres ailes, et il faut répondre à la question fondamentale du sens de sa vie : ma vie vaut-elle vraiment la peine, suis-je quelqu'un de bien, ai-je une valeur, suis-je nul, suis-je insignifiant, qu'est-ce que je fais là, j'ai l'impression que personne ne m'attend nulle part...

Quand un adolescent ne peut pas répondre à cette question parce qu'il grandit dans une famille maltraitante, s'il vit des abus sexuels, s'il ne voit plus son père depuis une éternité, ou si sa mère ne l'aime pas, c'est difficile de donner une valeur, un sens à sa vie. Cela donne des jeunes fracturés. Et deux grandes données anthropologiques viennent alors fragiliser ce jeune. C'est d'une part une extrême vulnérabilité à la souffrance, quand on est un enfant, ou un adolescent, on n'a pas encore une histoire de vie qui permette de relativiser les moments malheureux qu'on est en train de vivre. Un enfant de 10 ans prend de plein fouet l'oubli de son anniversaire, ou le fait que tout le monde a eu un cadeau, sauf lui, que sa professeure l'a puni alors qu'il

Rencontres nationales « Jeunes en errance » 2019[Texte]

n'avait rien fait... Cela nous reste des blessures d'enfance majeures. Quand on a 30, 40 ans, c'est dilué. On vit régulièrement des déceptions, ou des blessures, on n'est pas autant marqué que lorsqu'on est un enfant, ou adolescent. L'adolescent a un peu d'histoire de vie, mais en même temps, il n'est pas encore suffisamment armé, n'a pas de recul par rapport à son histoire pour se dire « ce qui m'arrive, il y en a bien d'autres à qui cela arrive, et il y en a qui s'en sont sortis. Je vais essayer de m'en sortir ».

Les adolescents sont également fragilisés par le fait que, souvent, ils refusent les psychologues et les travailleurs sociaux. Ils considèrent que leur problème ne regarde personne. Ils ne veulent pas rencontrer un adulte qu'ils ne connaissent pas, ils ne comprennent pas comment il peut vraiment les aider, alors que l'adulte mal dans sa peau n'hésite pas à aller voir son médecin généraliste, un psychologue, un thérapeute. Le jeune a l'impression que s'il va voir un psychologue, on dira qu'il est fou. Ces stéréotypes font qu'un jeune reste souvent très vulnérable parce qu'il ne cherche pas de secours.

Par contre, quand on réussit à les amener à une rencontre, à une consultation, ou quand un éducateur est reconnu par eux, on se dit que c'est bien parti parce que cela veut dire qu'ils sont prêts à faire un travail sur eux. Rien n'est encore acquis, évidemment, mais dans tous les cas, il y a l'amorce de quelque chose qui se joue. Quand ils sont dans le refus ils sont isolés, paumés, en souffrance, et là ils sont vraiment en danger.

L'autre point qui amène cette vulnérabilité de cet âge-là de la vie, ce sont les représentations de la mort. Un enfant n'a pas une représentation de la mort comme étant un fait irréversible et tragique. Pour lui, la mort est réversible. En grandissant il prend cependant conscience de sa vulnérabilité, mais l'adolescent est dans la figure ambivalente du « je sais bien, mais quand même ». Je sais bien qu'on meurt, mais certainement pas moi, parce que moi j'ai l'étoffe, je suis un virtuose, même si je conduis sans casque mon scooter à fond dans les rues... Si vous leur dites « mais ton copain Untel qui a eu un accident, rappelle-toi », il va vous dire « oui, mais lui, c'est un bouffon. Moi, je maîtrise, je gère ». Ce sont les paroles typiques que beaucoup d'adultes entendent quasiment au quotidien jusqu'au moment où ça tourne mal.

Le « Je sais bien, mais quand même » fait que je sais bien que la mort existe, mais ça ne peut pas être pour moi. Et il y a aussi ce fait que les jeunes d'aujourd'hui ne voient plus mourir personne. L'augmentation de la longévité de la vie fait qu'on peut arriver à 20, 25 ans sans avoir vu mourir de grands-parents. Auparavant cette réalité faisait que nous apprivoisions la mort, elle était présente, elle était ritualisée avec les vêtements noirs, les tentures funèbres. Aujourd'hui, tout cela a disparu et peut laisser croire que la mort n'existe plus, et qu'en tous cas, que la jeunesse en sera définitivement épargnée.

### ***Les différences de genre***

Bien entendu, l'identité sexuée se construit d'abord dans la famille, à l'école, dans les jeux, à travers les médias, les comportements de l'entourage, une série infinie de micro-attitudes qui apprennent à l'enfant à se situer comme garçon ou fille. Les imitations, les identifications, les apprentissages parachèvent ce processus. Rapidement les enfants investissent les catégories morales qui symbolisent le fait d'être homme ou femme, et s'y assimilent, tout comme ils classent les autres et réagissent à leur égard selon les normes intériorisées. Les conduites à risque n'échappent pas à ces modulations sociales du genre. La souffrance des filles s'intériorise là où chez les garçons elle emprunte plutôt la forme d'une agression à l'encontre du monde extérieur. Si l'incidence du groupe est nette chez les garçons, sans cesse en concurrence les uns les autres pour afficher leur valeur personnelle, les filles n'éprouvent pas la nécessité de faire leurs preuves aux yeux de leurs compagnes. Leur corps traduit leur mal de vivre sur le mode de la retenue et de manière solitaire. De façon significative, elles sont plus malades que les garçons, mais ces derniers sont davantage victimes d'accidents. Leur corps est une caisse de résonance de leur relation douloureuse au monde : nausées, Rencontres nationales « Jeunes en errance » 2019[Texte]

dépansions, douleurs diffuses, pertes de conscience, spasmophilie, tétanie, isolement, scarifications, ruminations suicidaires, troubles du sommeil, cauchemars, etc. Les maux de ventre ou de tête, notamment, accompagnent souvent les tensions à l'intérieur de la famille, là où l'on se « prend la tête ». Les plaintes corporelles marquent l'imprégnation négative d'un corps difficile à assumer dans sa sexualisation. Les examens médicaux ne décèlent rien, elles ont mal à leur vie, à un devenir femme qui les effraie. Les filles sont sujettes aux troubles alimentaires, aux attaques au corps. Elles font plus de tentatives de suicide que les garçons mais elles en meurent moins.

Les garçons sont plutôt dans des démonstrations de force comme la violence, la délinquance, l'alcoolisation, la toxicomanie, la vitesse sur les routes, le suicide... Beaucoup sont blessés ou trouvent la mort dans des rites de virilité qui relèvent moins d'une initiation au monde que d'une intronisation, toujours à rejouer, au sein du groupe de pairs. Il s'agit de ne jamais perdre la face et de maintenir sa place parmi les autres en relevant les défis. Joutes verbales, affrontements physiques, attitudes agressives, prouesses en rodéos après le vol d'une voiture, homophobie... Aimer l'école, la lecture, l'écriture, le théâtre, vouloir réussir sa scolarité, témoignent pour les garçons d'attitudes féminines propres à des « bouffons ». Féminité et homosexualité sont des repoussoirs. Les arbitres sont les autres garçons, les parades masculines sont homosociales et ne visent qu'à la reconnaissance des pairs, les filles en sont souvent les premières victimes. Il s'agit d'être un homme aux yeux des hommes. N. Elias et J. L. Scotson décrivent de jeunes Anglais de milieu populaire mal perçus dans leur quartier et qui souffrent d'un déficit de reconnaissance. Dès lors le repli sur des valeurs « viriles » exacerbées est le recours pour sauver la face. Structurée autour de défis permanents, de provocations, de violences physiques, la bande « apaise leur doute ». L'affirmation d'une « virilité » de circonstance montre « qu'ils sont quelqu'un » face au dénigrement dont ils pensent être l'objet, mais qu'ils alimentent par leurs comportements dans un mouvement sans issue.

Le risque pour l'identité, c'est-à-dire le fait de perdre la face devant les pairs, est plus redoutable à assumer que le risque pour la santé ou la vie. Les impératifs du masculin, surtout dans ces aspects touchant à la virilité, sont contraignants et douloureux, comme peut l'être sur un autre registre l'impératif d'apparence pour la féminité. La pression du groupe de pairs est impitoyable. Perdre sa réputation c'est perdre sa place dans le groupe, et donc sa place dans le monde.

De manière socialement transversale, et en lien avec une culture adolescence que les réseaux sociaux répandent à travers le monde, les défis qui concouraient traditionnellement à la fabrique du masculin dans un quartier ou dans la cour de récréation, ne cessent d'élargir leur portée et de susciter la surenchère. La sociabilité d'émissions ou de films comme la série des *Jackass* ou ses nombreux clones, est masculine, s'appuyant sur de vieilles valeurs de la virilité où il s'agit d'être le meilleur en multipliant les épreuves : qui pisse ou crache le plus loin, etc. On y retrouve la provocation, la démonstration personnelle d'excellence dans l'affrontement aux autres. « Dès qu'y en a un qui a une idée, « Ouais, que de la gueule, t'es pas cap. « Attends, attends, je vais te le faire ce truc, mec. Je vais me péter les dents, mais je vais te le faire » (...) A ce moment-là t'a une montée d'adrénaline et c'est le seul moment où je me sens vraiment libre » (Clément, 20 ans). « Fallait passer par un test pour faire partie du groupe, mais c'était pour montrer que si je traînais avec eux, c'est que je faisais pas rien. Eux ils faisaient des choses, alors fallait que moi aussi je le fasse pour leur montrer que j'étais pas n'importe quoi » (Hassan, 17 ans). Sociabilité de comparses emportés dans le même « délire » où les uns et les autres sont côte à côte, souvent décalés d'eux-mêmes par l'alcool, le shit ou d'autres produits destinés à favoriser l'abandon de toute prévention. Ou, ailleurs emportés dans le même souci de défense d'un territoire contre des « intrus » ou de « vengeance » après une embrouille quelconque.

Ces manifestations bruyantes de « virilisme » témoignent de la fragilité du narcissisme et de l'identité sexuelle de jeunes hommes qui n'ont d'autres recours pour se rassurer sur leur valeur.

Ces dernières années des défis participent de la valorisation de garçons de tous milieux sociaux ou culturels en quête de leur quart d'heure de célébrité sur les réseaux sociaux. Ils s'y engagent de leur plein gré mais sous l'œil des téléphones cellulaires car l'exploit n'a de sens que d'être médiatisé pour nourrir leur réputation. Le *balconing*, par exemple, consiste à sauter de sa fenêtre d'hôtel dans la piscine, plusieurs étages plus bas. L'acte s'effectue souvent dans un contexte d'alcoolisation et de prises de drogues. Il est parfois fatal ou laisse des séquelles chez ceux qui heurtent le bord de la piscine. D'autres surfent sur le toit d'automobile ou de train en circulation, ou s'accrochent en roller ou en skate derrière des pare-chocs de camions ou de voitures, ils traversent des autoroutes en courant ou restent le plus longtemps possible devant une voiture ou un train en ne s'écartant qu'à l'ultime moment, ils passent sous la porte de garage automatique, ou escaladent des poteaux électriques ou des hauteurs dans la ville ...

Innombrables sont les formes de harcèlement et de tabassage apparues ces deux dernières décennies dans les écoles. Le petit pont massacreur, le jeu de la canette, l'anniversaire, etc. Sous un prétexte quelconque un adolescent est désigné à l'agression collective d'un groupe. Les victimes n'osent guère se plaindre, craignant des représailles. Ceux qui sont impliqués dans ces actions ne sont pas toujours volontaires, ils sont parfois pris par surprise car ils passaient par là, choisis souvent pour leur vulnérabilité, leur conformation physique, leur réussite scolaire intolérable pour les promoteurs de ces actions, leur appartenance à des minorités culturelles, etc.

Pour une part l'adolescence est affranchie des anciennes contraintes de la honte et de la culpabilité, ou du moins ces sentiments ont changé de nature du fait des modifications de la configuration familiale. Ils n'ont plus la même puissance de prévention face à certains comportements comme on l'observe dans les différentes formes de violences scolaires ou dans le *happy slapping* où l'impossibilité de s'identifier à la victime amène en toute indifférence aux pires exactions à son égard en filmant des viols, des agressions, des provocations et en diffusant les images sur les réseaux sociaux. Le souci passionné de l'instant et de l'expérimentation élague les anciennes préoccupations morales qui marquaient les générations antérieures. Apparues dans le sillage d'une série télévisée britannique culte, les *skin parties* correspondent à une volonté d'aller au bout de soi dans une quête passionnée de sensations qui transforme le corps en objet d'expérimentation : ni interdits, ni limites dans un espace clos et un contexte festif où sexualité, drogues, alcool, participent d'une ambiance de relâchement de toutes les contraintes de la vie quotidienne.

Un autre point qui m'est cher est de dire que les conduites à risque sont des formes de résistance à la souffrance. Il ne faut pas confondre le symptôme avec ce qui le provoque. Bien sûr les conduites à risque font mal, mais j'ai essayé aussi de vous montrer quelles sont de paradoxales techniques de survie. En amont, vous avez des souffrances affectives avec leurs parents, ou leurs beaux-parents, ou l'absence de leurs parents, ou des abus sexuels... Donc, pour eux, c'est une manière de résister à la souffrance qui les taraude, et ceci en partie parce qu'ils n'ont pas trouvé encore d'adulte qui leur donnerait le goût de grandir.

Autre point, j'ai toujours refusé qu'on médicalise ou qu'on pathologise les conduites à risque. Pour moi ce sont « des comportements ordinaires » de garçons ou de filles qui démarrent mal dans leur vie car ils sont dans un contexte affectif et social terrible. Je suis contre la médicalisation, et on sait très bien combien la médicalisation, ou pire, la psychiatrisation est la pire des choses. Les molécules médicamenteuses n'interviennent que rarement sur les sources du malaise et en accompagnant le jeune, mais sont très souvent

Rencontres nationales « Jeunes en errance » 2019[Texte]

utilisées pour en contrôler les symptômes, pour neutraliser les effets de la dépression ou de la tristesse. Il faut se battre contre cela, évidemment pas globalement contre les psychiatres. De manière générale, beaucoup de psychiatres d'adolescents font un travail merveilleux : Xavier Pommereau, Daniel Marcelli, Philippe Jammet... Mais il y en a aussi qui n'ont aucune sensibilité à la psychanalyse, aux sciences humaines et sociales, et qui ont des réponses mécaniques en termes de molécule ou d'enfermement. Là c'est vraiment la pire des choses.

Plutôt que de parler de pathologie, ce qui amène forcément une médicalisation, je parle d'anthropo-logique. *Anthropo* vient de la racine grecque *anthropos* qui veut dire l'homme, l'humain, et *logie* renvoie au savoir, à la connaissance. Dire que les comportements à risque de nos jeunes relèvent d'une anthropo-logique, c'est rappeler qu'ils relèvent de la condition humaine et nullement d'une espèce de déperdition ou de marginalisation extrême.

Si vous voulez aller plus dans les détails, je vous renvoie à mon livre « *En souffrance. Adolescence et entrée dans la vie* », parce que c'est là où je prends beaucoup d'extraits, de propos de jeunes qui nous disent pourquoi ils font ça, pourquoi ils font autre chose, etc., et j'y théorise plus en profondeur les quatre axes que je vais vous présenter maintenant.

### **Quatre figures anthropologiques dans les conduites à risque**

La question du goût de vivre domine les conduites de risque des jeunes générations. A défaut d'être d'emblée dans l'évidence de vivre, ces jeunes entendent se révéler à travers une adversité créée de toutes pièces : recherche délibérée de l'épreuve, exposition à des comportements ou à des substances aux conséquences redoutables, inattention ou maladresse dont la signification est loin d'être indifférente. Une pesanteur du mal de vivre amène à négliger toute protection de soi, à recourir à son corps à travers la blessure, la douleur pour s'agripper à un réel qui se dérobe ou avec lequel il faut se battre. L'inconscient joue également un rôle essentiel dans l'événement. Les conduites à risque portent une interrogation douloureuse sur le sens de l'existence. Ce sont des manières de forcer le passage en brisant le mur d'impuissance ressenti. Elles témoignent de la tentative de s'en extraire, de gagner du temps pour ne pas mourir, pour continuer encore à vivre. Et le temps, disait Winnicott, est le premier remède des souffrances adolescentes.

Plusieurs figures anthropologiques se croisent, selon nous (Le Breton, 2007), dans les conduites à risque des jeunes, elles ne s'excluent pas les unes des autres, au contraire, elles s'enchevêtrent : ordalie, sacrifice, blancheur et dépendance.

L'ordalie est une manière pour le jeune de jouer le tout pour le tout et de se livrer à une épreuve personnelle pour tester une légitimité à vivre que le lien social ne le lui a jamais donné, ou bien qu'il a le sentiment d'avoir perdu, et les efforts des autres n'ont pas réussi à la restaurer. En se mettant en danger, il interroge symboliquement la mort pour garantir son existence. Toutes les conduites à risque des jeunes ont une tonalité ordalique. L'exposition au danger vise à expulser l'intolérable pour trouver l'apaisement. Toute confrontation à la mort force une redéfinition radicale de l'existence. La mort surmontée est l'enjeu inconscient d'une remise au monde, l'obstacle essentiel à vaincre pour s'autoriser à vivre, elle est la seule instance à pouvoir contrecarrer la puissance de la souffrance ou de la non autorisation ressentie à vivre, elle donne une légitimité si on a su la regarder en face sans être détruit.

Le jeune fait de son existence une décision personnelle, et il en renouvelle ainsi la formule. Le jeu avec la mort est une manière de posséder sa vie et de se sentir intensément présent au monde. L'épreuve est une incision de réel dans l'existence, une irruption de la concrétude du monde. En manipulant l'hypothèse de sa mort, le jeune aiguise le sentiment de sa liberté, il brave la peur en allant au-devant d'elle, en se convainquant

Rencontres nationales « Jeunes en errance » 2019[Texte]

qu'il possède à tout moment une porte de sortie si l'insoutenable s'imposait à lui. La mort entre ainsi dans le domaine de sa puissance propre et cesse d'être une force de destruction qui le dépasse. La démarche n'est nullement suicidaire, elle vise à éteindre la souffrance, à la contrecarrer en prenant l'initiative sur elle. Toutes les conduites à risque sont en ce sens des tentatives de prendre le contrôle d'une existence qui échappe, à relancer le sens. L'issue possible est celle d'exister enfin, de se dépouiller de la mort qui colle à la peau en ayant su la regarder en face. Au terme de l'épreuve est non seulement la puissance de survivre, mais aussi le choc renouvelé du réel qui procure l'intuition d'une butée à l'interminable chute dans la souffrance. Telle en est l'efficacité possible du fait de sa radicalité. Mais le jeune peut aussi perdre la vie ou sortir physiquement meurtri de l'épreuve.

Autre figure anthropologique, le sacrifice joue la partie pour le tout. Le jeune abandonne une part de soi mais pour sauver l'essentiel. Etymologiquement sacrifice signifie *sacra-facere*, l'acte de rendre des actes ou des choses sacrées. Le sacrifice expulse hors de la vie ordinaire, il induit une transformation à proportion de la signification de ce qui est sacrifié. Ainsi des scarifications par exemple, où il s'agit de se faire mal pour avoir moins mal, de s'infliger une blessure pour apaiser une souffrance. Mais le sacrifice est aussi dans les différentes formes de toxicomanies, de troubles alimentaires, d'alcoolisation, etc. En s'y soumettant le jeune perd la possibilité d'une existence plus paisible au sein du lien social. A celui ou celle qui accepte de payer le prix s'annonce un possible passage au-delà de la zone de turbulence, une renaissance au monde à travers des ressources de sens renouvelées qui balayent d'un trait l'ancien sentiment d'identité. En donnant de soi, on peut escompter recevoir en retour. Certes, le sacrifice ne s'inscrit pas dans une volonté d'échange intéressé dans la mesure où le jeune ignore ce qu'il poursuit. L'efficacité symbolique mise en jeu est suffisamment puissante, du fait des transgressions opérées pour modifier son rapport au monde. Mais elle le fait rarement en un seul acte, la durée est souvent nécessaire pour que le comportement cesse de s'imposer.

La blancheur est l'effacement de soi dans la disparition des contraintes d'identité (Le Breton, 2007 ; 2015). Ne plus être le fils ou la fille, l'élève ou l'étudiant, échapper à soi, à son histoire, à son nom, à son quartier, son école, à son milieu affectif, à ses parents. On la rencontre notamment dans l'errance, la disparition sous le couvert d'une série de pseudos dans les réseaux sociaux, l'adhésion à une secte ou la recherche de la « défonce » à travers l'alcool, la drogue ou d'autres produits. Recherche du coma, de l'absence, de la décharge de soi. L'enjeu est de ne plus être soi pour ne plus être atteint par la souffrance. La blancheur est un engourdissement, un laisser-tomber né de l'impuissance à transformer les choses. En principe elle n'est pas un état durable, mais un refuge plus ou moins prolongé, un sas pour se protéger. Le jeune ne largue pas tout-à-fait les amarres de la personne qu'il est, même s'il est dans une sorte de relâche des représentations sociales ordinaires, et il lui arrive de reprendre son existence bien enraciné dans le lien social après ces éclipses, et il sait aussi agir si les circonstances le commandent. Il sait ce qu'il fait tout se défaisant provisoirement de lui-même. Il n'est pas dans la mort mais il n'arrive pas non plus à naître, il est prisonnier du passage, dans une sorte de glaciation intérieure. Il est rivé à l'absence pour se protéger et reprendre son souffle en ne laissant transparaître à l'extérieur qu'un minimum. La blancheur traduit la volonté de devenir diaphane, de se défaire du fardeau d'être soi.

La dépendance est une autre figure anthropologique. A l'incertitude des relations, le jeune oppose le rapport régulier à un objet qui oriente totalement son existence, mais qu'il a le sentiment de maîtriser à volonté et éternellement : drogue, alcool, nourriture, scarifications, etc., grâce auxquels il décide à sa guise des états de son corps quitte à transformer son entourage en pure utilité et à ne rien investir d'autre. A l'insaisissable de soi et du monde, il oppose le concret du corps et la répétition des états physiques recherchés. Les relations de dépendance sont une forme de contrôle rigide exercé sur la vie quotidienne face à la turbulence du monde. Rencontres nationales « Jeunes en errance » 2019[Texte]

Le jeune reproduit sans cesse une relation particulière à un objet ou à une sensation qui lui procure enfin, l'impression de s'appartenir et d'être encore ancré au monde.

Mais chaque conduite à risque mêle à un degré plus ou moins important l'ensemble de ces figures.

Voilà la dimension collective des conduites à risque : quasiment partout les mêmes procédures, et en même temps, la dimension singulière. Parler de rite intime de passage, c'est dire qu'à la fois il y a du collectif, donc qu'il y a du rite et en même temps, il y a de l'individuel et la possibilité d'une issue, c'est-à-dire le fait, d'un coup, de se retourner sur son histoire pour se dire « mais comment ai-je pu me faire mal à ce point-là ? Comment vais-je faire pour réussir à survivre malgré tout ? »

Je m'arrête là.

### **François Chobeaux**

Il y a tellement de ressemblances entre ce que tu dis de l'anthropologie qui est d'essayer de comprendre la logique de l'autre, la logique des autres, et le travail social qu'on voudrait pratiquer, qui est de partir de l'individu et pas des procédures, ou des dispositifs, ou des programmes !

Tu dis que cela peut se résoudre, ça peut finir bien. Ils peuvent advenir et passer à l'âge d'homme, s'autocritiquer. Le souci c'est quand cela s'enkyste, quand il y a ce besoin, j'allais dire, névrotique, de répétition, d'enchaînement dans la répétition nécessaire, et parfois ça ne passe plus mais ça casse. Ça casse immédiatement, ou ça casse en s'amochant pour très longtemps. C'est ça qu'on a à travailler, ce qui fait qu'à un moment donné, la générosité et l'optimisme de l'anthropologue qui dit « ça se résout dans le passage à l'homme » se télescope avec le pessimisme du travailleur social qui dit « je les vois s'amocher en permanence et plonger ».

### **David Le Breton**

Le travailleur social n'a pas à être pessimiste car il sait très bien qu'il a réussi à aider énormément de jeunes, mais bien entendu, en cours de route, il a pu en perdre quelques-uns, parce que nous ne sommes pas dans la toute-puissance, ni les uns ni les autres. On a tous des situations d'échec, avec des étudiants en ce qui me concerne, avec des jeunes de votre côté. On n'est pas des dieux. On n'est pas des tout-puissants. Il faut qu'on accepte nos limites, et donc se satisfaire des fois innombrables où on a réussi à aider, à accompagner, à « sauver » dans notre métier. Si le travail social était uniquement axé sur le pessimisme, ce serait tragique. Ce serait extrêmement dur comme métier.

Et puis, jamais rien n'est perdu, j'en suis convaincu aussi puisque j'ai personnellement vécu des conduites à risque quand j'étais plus jeune. Donc, je sais très bien qu'on peut aller vers elles un jour où l'autre, même avec des parents très aimants. J'étais aussi un jeune extrêmement mal dans ma peau, et quand j'étais étudiant j'en ai vu beaucoup se briser, mais j'en ai vu d'autres aussi se construire. J'ai vu aussi plusieurs de mes doctorants les plus brillants qui ont été des garçons et des filles venus de quartiers populaires très fracturés, et qu'il a fallu parfois soutenir, contenir, mais qui ont fait les thèses les plus puissantes, les plus fortes, les plus belles, parce que tout leur corps était engagé dans leur volonté de comprendre leur situation de filles dans des quartiers pas faciles, ou de garçons dans des familles assez meurtries..

Je crois qu'il faut défendre cette idée d'une issue, et avoir donc un pessimisme méthodique plutôt qu'un pessimisme moral.

J'ai souvent exprimé des propos pessimistes, notamment au niveau politique, mais ce n'est pas du tout un pessimisme moral. D'ailleurs, vous voyez bien que je n'ai pas l'air effondré, ou amer. C'est plutôt un

Rencontres nationales « Jeunes en errance » 2019[Texte]

pessimisme de méthode, parce que je pense que par rapport aux difficultés sociales que rencontrent nos pays aujourd'hui, par rapport aussi à la difficulté du travailleur social qui dispose de moins en moins de moyens, souvent, et qui n'est pas très valorisé également, je crois qu'il faut développer un pessimisme de méthode car c'est ce qui permet de se battre, d'identifier les adversaires, les points de fragilité. Être optimiste serait de dire « ça ira, ça ira », c'est la béatitude. Bien sûr ! Je pense à ce que raconte le grand cinéaste Billy Wilder, l'un des survivants qui a réussi à s'extirper de l'Allemagne avant la Shoah et qui disait « tous les Juifs optimistes ont été brûlés dans les camps de la mort, et tous les Juifs pessimistes ont réussi à prendre les bateaux ». Il vaut mieux prévoir le pire.

C'est l'heuristique de la peur de Hans Jonas quand il développe l'idée que nos sociétés vont vers une catastrophe écologique, une catastrophe humaine. Il pense que l'heuristique de la peur, c'est-à-dire penser avoir devant soi un horizon épouvantable, est la meilleure manière de combattre cette épouvante pour transformer les choses. L'optimisme nous rend vulnérables, mais je défends un pessimisme de méthode, entendons-nous bien. Le pessimisme moral, est la pire des choses, c'est de se dire « tout est foutu, il n'y a plus rien à faire ».

### **François Chobeaux**

Le pessimisme de l'inéluctable.

### **David Le Breton**

Exactement !

### **Un participant**

Peut-on considérer que l'utilisation du shit en groupe est un rite de passage pour certains groupes de jeunes qui, justement, sont ensemble autour de la question de l'impossibilité de l'effort qu'ils doivent fournir pour trouver une place, de l'incompréhension parentale...

### **David Le Breton**

C'est plutôt un rite d'intronisation à l'intérieur du groupe, alors qu'un rite de passage ouvre au lien social. Un rite d'intronisation, comme on en rencontre par exemple dans les gangs en Amérique du Sud, au Québec, vous permet d'intégrer le groupe, mais pas du tout la société, au contraire, car vous allez devoir vivre des épreuves qui vous mettent en porte à faux avec la loi, avec les parents...

Certes le fait de partager une conduite transgressive donne le sentiment d'être ensemble, le sentiment de grandir. Voyez la fonction de la première cigarette, des verres d'alcool chez les gamins de 12, 13, 14 ans qui ont l'impression, tout d'un coup, de grandir. Ce rite d'intronisation ne les intègre pas dans la société. Ceci dit, cela peut être un sas aussi. Cela leur permet de gagner du temps, et beaucoup réussissent à sortir et à voler de leurs propres ailes. Après, comment le groupe va-t-il fonctionner ? Va-t-il radicaliser les conduites de ses membres ? Va-t-il les justifier, les légitimer ? C'est le risque. C'est ce que les parents appellent l'entraînement. « Mon fils a été entraîné par les autres », ce sont là des gamins qui n'ont pas suffisamment de répondant pour repousser les sollicitations, tous les enfants ne sont pas entraînés non plus, mais cela peut arriver aussi, parce que le groupe rend licites des comportements interdits socialement.

### **François Chobeaux**

Et de toute façon le gamin va vers ce qui l'attire.

Rencontres nationales « Jeunes en errance » 2019[Texte]



### David Le Breton

Oui.

### Un participant

Je m'étonne que vous ne parliez pas du tout, alors qu'on sait que cela a un impact assez majeur sur la trajectoire des jeunes, des questions de l'orientation sexuelle, des différences sexuelles, et notamment les transformations, les transgenres...

### David Le Breton

Vous avez absolument raison. Mais d'une part je ne pouvais pas traiter de tout et d'autre part, c'est aussi une dimension spécifique. On sait que chez ces jeunes LGBTI – j'ai horreur de ce sigle d'ailleurs – il y a une sur-suicidalité, une surmortalité, une sur-accidentalité... On sait que ce sont des jeunes dans une grande détresse personnelle, ne serait-ce d'ailleurs qu'être gay ou lesbienne. J'ai eu une soutenance de thèse avec une doctorante, début septembre, qui a travaillé sur le parcours de jeunes gays du monde rural au monde urbain, et qui décrivait effectivement les souffrances de ces adolescents dans leur famille, dans leur quartier, dans leur école...

Un de nos collègues vient de publier un livre passionnant sur le sujet<sup>2</sup>, sur l'entrée dans la sexualité de ces jeunes LGBTI et les meurtrissures que bon nombre d'entre eux ont traversées, mais en même temps, parfois des bonheurs aussi qu'ils traversent. Ce n'est pas une population homogène dans sa détresse. Il y en a aussi qui s'en sortent très bien, mais il faut être bien entouré, avoir une bonne compréhension de l'entourage. Il faut aussi faire des rencontres qui soient propices. C'est l'un des aspects les plus cruciaux, je crois, du monde d'aujourd'hui, cette immense souffrance de garçons ou de filles qui ne se reconnaissent pas dans les normes de la sexualité, et qui ne se sentent pas « normaux ».

Un adolescent qui se dit « je ne suis pas normal », est en souffrance car il n'a pas la compréhension de la complexité du monde. Pour lui, être normal c'est forcément être hétéro mais en grandissant il découvrira les milliers de manières d'assumer sa sexualité. Par contre, au départ, il doit accepter qu'il n'est pas normal au sens de la normalité statistique du comportement dans une société.

### François Chobeaux

Il y a les mêmes difficultés pour des adolescents qui sont dans le genre social de leur sexe biologique, mais qui ne veulent pas forcément jouer le jeu majoritaire du comportement genré, garçon ou fille. Cela peut se passer bien dans des établissements scolaires, dans des milieux sociaux de tolérance, d'acceptation, d'intelligence, de différence. Mais ce sont des facteurs de très grande souffrance dans des milieux beaucoup plus normatifs et mentalement conservateurs.

### David Le Breton

Tu as complètement raison.

Les exemples qui me viennent immédiatement en tête, du côté des filles, celles qui jouent les « squales ». Celles que Stéphanie Ruby appelle les *crapuleuses*, que Hakima El Cadi appelait les *féminales*, très beau

<sup>2</sup> Thierry Goguel d'Allondans. *Ados LGBTI: les mondes contemporains des jeunes lesbiennes, gays, bisexuel(le)s, transgenres, intersexes*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, coll. Adologiques. 2017  
Rencontres nationales « Jeunes en errance » 2019[Texte]

mot pour dire à la fois femme, animal et mâle en même temps. C'est un mot très judicieux de sa part pour pointer des filles « qui en ont », on pourrait dire, qui ne s'en laissent pas compter par les garçons, et qui, souvent sont chefs de bandes.

Les garçons un peu en décalage peuvent être tout à fait hétérosexuels mais ils sont doux, tranquilles, ce sont souvent d'ailleurs des lecteurs, des gens qui aiment la musique classique... Ils ne sont pas du tout dans les normes de ce qu'on attend, surtout dans les milieux populaires aujourd'hui où un garçon doit « en avoir », doit se la ramener en permanence, doit être capable de harceler les filles... Eux justement sont souvent harcelés. Dans ces quartiers celui ou celle qui réussit à l'école est le traître, et il faut donc le dégommer de toutes les manières possibles. Ils sont en contradiction avec le genre majoritaire dans leur lieu de vie, et ils le paient.

### **Un participant**

Quelle est la limite entre les conduites à risque et des conduites pathologiques où l'acteur est embarqué par plus fort que lui ? Ces jeunes qui vont boire pour atteindre un coma éthylique, jusqu'à quand on parle de conduites à risque ? Encore plus quand ces comportements, individuels ou en groupes, sont cachés ? Du coup ces pratiques invisibles ne sont pas traitées sur la scène sociale. On a très peu de choses là-dessus. Que penser quand le chaos devient quotidien ? Quelles limites marquer ?

### **David Le Breton**

J'ai essayé dans tous mes livres et dans cette intervention, de chercher à comprendre et à donner du sens, montrer qu'on n'est pas dans le chaos, qu'on n'est pas dans l'irruption d'un monde sauvage, mais qu'il y a des logiques dans ces comportements et que ces logiques de sens nous permettent aussi de les désamorcer et de les accompagner.

Je pense qu'il faut voir ces conduites comme autant de tentatives de vivre, ce qui peut paraître un peu provocateur puisque qu'il y a chaque année 500 à 600 suicides d'adolescents, et beaucoup plus si on intègre des jeunes adultes. J'ai toujours dit qu'il n'y a pas de tentative de suicide à l'adolescence, il n'y a que des tentatives de vivre. C'est une façon de dire que ce ne sont pas des jeunes qui sont attirés par la mort, mais ils sont en souffrance. Leur tentative de suicide n'est pas une manière de chercher la mort, mais d'échapper à leur souffrance.

Là vous parlez de limite, mais je comprends mal votre question parce qu'on n'est pas là pour dire qu'il y a des limites à ne pas franchir. Mais de toute façon les faits sont là, et notre responsabilité de travailleur social, de psychologue, de médecin, de psychiatre, de sociologue, c'est d'essayer de comprendre ce qui se joue là. Comprendre, pas pour comprendre par une sorte d'esthétique de la pensée, mais comprendre pour se donner des outils qui vont permettre de mieux les accompagner.

Vous avez parlé de chaos, mais en même temps, ce chaos, un anthropologue et psychanalyste comme Erik Erikson évoque le moratoire de l'adolescence. Dans « *Adolescence et crise* », il dit que dans beaucoup de sociétés humaines, le moment de la jeunesse est un temps de moratoire, c'est-à-dire qu'on laisse passer des comportements qui vont être absolument intolérables quand le jeune deviendra un homme, ou une femme. Il prend l'exemple des Apaches, des vols de chevaux...

La société ferme un peu les yeux, parce que, comme on dit en Français d'ailleurs « *il faut bien que jeunesse se fasse* ». C'est une manière de dire la même chose. Les jeunes peuvent être très turbulents, très insupportables et provoquer des dégâts, mais soyons indulgents, parce que c'est une période de la vie. Donc, ce n'est pas un chaos définitif. Même quand ils sont dans le coma éthylique, ils vont se relever quelques heures plus tard, et reprendre leur vie quotidienne.

Rencontres nationales « Jeunes en errance » 2019[Texte]

Cela ne veut pas dire qu'il faut les laisser continuer, évidemment, même si je n'ai pas eu le temps de développer cet aspect des choses, ce serait indigne. J'essaie de mettre du sens sur leur comportement, et je rappelle, inlassablement, que s'il ne faut pas médicaliser, ou psychiatriser, il n'en reste pas moins qu'il faut accompagner, soutenir, donner de l'amitié, de la compréhension, etc., c'est cela qui les amènera à surmonter leur situation.

Donc, devant ce jeune qui vient de tenter de se tuer, ou devant cette gamine dégoulinante de sang, il ne s'agit pas de se dire « Mon Dieu, on a franchi des limites terribles ». Non ! Il faut la relever, l'aider, lui dire qu'elle est dans une souffrance pour se faire mal à ce point-là. C'est un peu bête ce que je vous raconte ce n'est absolument pas une recette, et ce serait sûrement un peu maladroit, mais dans tous les cas, la tâche est de trouver l'angle d'approche qui fait qu'il ou elle va pouvoir se dire. Peut-être que cela ne fonctionnera pas du premier coup, sinon, le travail social serait vraiment un travail tranquille. Sans arrêt il faut se remettre au travail, jamais rien n'est gagné, il suffit parfois d'un seul jour pour que le travail d'un mois soit rompu, et il faut reprendre tout à zéro, mais rien n'est jamais perdu. Même quand ils ont des comportements... Du moment qu'ils n'attendent pas à la vie des autres ; dans le djihadisme, c'est la justice criminelle qui doit intervenir, on n'est plus dans le cadre du travail social. S'ils ont tué, s'ils ont violé, c'est un autre cadre, évidemment !

### **François Chobeaux**

On peut certes fixer des limites réglementaires, légales, Mais il y a fort à parier que si on fait la liste des expérimentations juvéniles qui peuvent être inquiétantes, ou étranges, on verra qu'on y met chacun des limites très différentes selon le type d'expérimentation, selon nos propres expériences.... Je pense rapidement alcool et substances diverses, actes délinquants, violences physiques...

### **Une participante**

Vous avez dit plusieurs fois « s'il n'y a pas une rencontre » ou « s'il y a une rencontre avec un adulte, c'est la rencontre qui va permettre que », et ce n'est pas une, c'est deux, trois, quatre. On peut parler de pessimisme de méthode, mais aussi d'un optimisme de méthode qui serait la rencontre.

### **David Le Breton**

Complètement !

La rencontre ce sont toutes les techniques que l'on peut employer, les formes de médiation à travers le théâtre, la danse, la sculpture, le dessin, les récits de vie, les ateliers d'écriture, le voyage, la marche... et aussi, la vie quotidienne dans les lieux d'accueil. Il y a la rencontre amoureuse, la confiance d'un animateur sportif qui les intègre dans une équipe, en les acceptant dans une salle de boxe...

J'appelle cela « la prévention de la boulangère », parce que je pense que la prévention la plus efficace avec des jeunes se fait mine de rien. Si jamais vous dites à un jeune « je t'ai compris », là, vous l'avez perdu instantanément, parce qu'il ne va plus du tout vouloir vous parler. Il faut faire comme si on n'avait pas très bien compris, mais trouver une espèce de détour pour lui faire entendre quelque chose en prenant le prétexte de quelqu'un qu'on connaît à qui il est arrivé tel truc, et puis le saisir de plein fouet, mais sans avoir eu l'impression de s'adresser à lui. Dans le taoïsme, on apprend que l'efficacité n'est jamais de vouloir obstinément quelque chose. C'est plutôt être dans une sorte de flottement qui fait qu'à un moment ou à un autre, les choses passent. Donc, quand on veut obstinément aider, ça risque de ne jamais fonctionner. Il faut l'aider sans vouloir l'aider, d'une certaine manière.

C'est comme, rappelez-vous, la fable d'Eugen Herrigel dans « *L'art zen du tir à l'arc* » qui raconte l'initiation d'un enseignant allemand avec un grand maître zen dans le tir à l'arc. Cet Allemand, comme nous ferions les uns les autres, intuitivement, essaye désespérément de bien faire. Déjà, il a du mal à bander l'arc. Évidemment, il n'arrive jamais à mettre la flèche au cœur de la cible. Il est tellement obsédé par ce but. Cela dure ainsi pendant 1 an, 2 ans, comme dans l'initiation zen qui prend énormément de temps. Puis il voit le vieux maître arriver, bander l'arc sans le moindre effort, et à chaque fois la flèche arrive au cœur de la cible. Et le maître enseigne justement que l'efficacité n'est pas de vouloir atteindre le cœur de la cible ; c'est, d'une certaine manière, se fondre avec le cœur de la cible. Donc, vouloir, souvent, ce n'est pas pouvoir. Il ne faut pas l'oublier.

Il faut avoir cette espèce d'approche par détour, sans être dans une volonté obstinée, mais être dans une disposition. Quand on est trop dans le vouloir on est dans l'affectation, tout le monde le sent, cela fonctionne mal. Il faut être dans l'engagement en donnant au jeune le sentiment qu'il peut s'en aller à tout moment.

La prévention de la boulangère, pour reprendre ma métaphore, telle que je l'imagine, c'est le gamin qui va chercher le pain pour le repas de midi de sa famille. La boulangère voit qu'il a l'air paumé. Elle lui donne le pain et lui dit « Aujourd'hui, j'ai l'impression que ça ne va pas très fort. J'espère que tu iras mieux tout à l'heure. Tiens, prends un croissant ». Elle n'est pas dans l'assistance auprès de lui, mais elle lui a fait entendre qu'elle a compris sa souffrance, et le fait pour un enfant, ou pour un adolescent de comprendre qu'un adulte a été sensible à sa souffrance est quelque chose qui peut être absolument prodigieux. Mais il ne faut surtout pas dire « mon Dieu, tu es en souffrance, viens me parler ». Cela ne fonctionnera jamais. C'est évident. Il faut trouver une astuce pour lui dire quelque chose qui vous paraît essentiel pour lui.

### **François Chobeaux**

Juste un sourire historique sur le taoïsme, parce que tu as évoqué la notion de détour. Dans les années 1960, Stanislas Tomkiewicz, psychiatre en foyer près de Paris, avec des adolescents largement perturbés et franchement délinquants, a développé ce qu'il appelait la pédagogie du détour. Il l'a publiée, théorisée, et maintenant qu'on est dans le post-modernisme, rien n'a existé avant. On va aller chercher une philosophie extrême-orientale pour réinventer ce qui a été théorisé chez nous par des gens de chez nous. C'est superbe !

### **Une participante**

J'ai travaillé avec des enfants de rue en Roumanie. Ce sont des sociétés traditionnelles comme en Afrique où les enfants vont à l'école jusqu'à 11, 12, 13 ans et après, ils sont confiés à des adultes. Mais beaucoup d'enfants sont mal confiés et se retrouvent à la rue, alors que d'autres sont très bien confiés, et partent en apprentissage. J'aurais aimé savoir si justement dans ces rites d'initiation traditionnels, il y a moins de passages à l'acte individuel.

### **David Le Breton**

Le problème est qu'il n'y a plus de sociétés traditionnelles, et plus de rites de passage. L'Afrique traditionnelle s'est complètement désintégrée. On est loin de la grande époque des Africanistes français comme Balandier, Louis Vincent Thomas, ou Jean Rouch le grand cinéaste qui qui décrivait, filmait les rites. Progressivement, après les indépendances, malheureusement, c'est le paradoxe également, ces états africains se sont autodétruits à travers les conflits interethniques, à travers une paupérisation grandissante, à travers la corruption qui fait des ravages. Progressivement, les sociétés traditionnelles ont été dévorées complètement par l'occidentalisation du Monde, par le travail, la technicisation.

**La participante**

Ce n'est pas quelque chose qu'on peut recréer à petite échelle dans des structures ? On travaillait avec un chapiteau de cirque, et quand on faisait des agrégats avec les enfants, on travaillait avec eux sur les risques possibles et gérés. C'était extrêmement structurant pour eux d'avoir un lieu de risque contrôlé.

**David Le Breton**

Absolument ! Je suis mille fois d'accord avec vous. Là, on est plutôt dans des ritualisations opérées dans des cirques, dans des théâtres, dans d'autres lieux qui permettent à des jeunes de donner un sens à leur vie, de se mettre à l'épreuve. C'est aussi l'utilisation de l'escalade, de l'alpinisme, que François tu as beaucoup travaillé. C'est la traversée des déserts, c'est aussi, d'une certaine manière, Bernard Ollivier avec l'association Seuil qui fait marcher des jeunes sur deux, trois mille kilomètres. Ce sont des formes de rites intimes de passage, d'une certaine manière, mais qui sont accompagnés. Là, le jeune n'est pas seul. Quand ils marchent sur ces deux, trois mille kilomètres, ils ont des personnes accompagnantes. Il n'y a qu'un seul adulte en permanence, mais en cours de route, une fois ou deux, ils vont changer. Pendant une semaine, ils vont avoir quelqu'un d'autre.

Dans l'utilisation du voyage, du canyoning, du rafting ou d'aller reconstruire des écoles dans des pays qui ont été ravagés par la guerre, des adultes les accompagnent, les encadrent.

**François Chobeaux**

Ça dépend totalement de la qualité des adultes. Il n'y a aucune magie ici.

**David Le Breton**

Totalement. Il ne suffit pas d'avoir un pinceau pour devenir Matisse, il faut aussi des accompagnants à la hauteur qui s'arrachent à leur routine et qui donnent le meilleur d'eux-mêmes. L'outil ne vaut que ce que vaut l'artisan. Et de mauvais artisans utilisent parfois des outils formidables, mais avec trop d'arrogance, trop de directivité, ou au contraire ne cadrent absolument rien. Là aussi il faut trouver la « bonne distance ».

L'outil merveilleux qu'est par exemple le théâtre, ou la marche, peut se révéler catastrophique. Un voyage dans le désert également, s'il n'y a pas de travailleurs sociaux pour cadrer les conflits, les ritualiser. Il faut faire attention, évidemment, mais là, en l'occurrence, j'imagine que dans le cirque que vous évoquez, les choses étaient cadrées par des professionnels. Là, c'est une manière de prendre des risques, mais sous le regard de professionnels.

**François Chobeaux**

David, un dernier mot ?

**David Le Breton**

Je vous souhaite bon travail, mais aussi bonne route. Ne lâchez jamais le goût de vos métiers. Ne vous laissez jamais emporter par l'amertume. Le monde est toujours devant nous. N'oublions jamais que la vie est toujours devant nous, jamais derrière, que ce soit pour nous, en tant que professionnels, ou pour les jeunes. Ils ont la vie devant eux, même s'ils vous paraissent fracturés à un moment donné. Ils ont 15, 16, 20 ans, ils ont donc la vie devant eux. Jamais rien n'est perdu. Je l'affirme tranquillement. Ce n'est pas une position morale.

**François Chobeaux**

Sinon, on ne serait pas là.

**David Le Breton**

Je ne sais pas si j'aurais écrit aussi longuement sur les conduites à risque si j'avais eu ce sentiment de fatalité.

## **ATELIERS CONDUITS PAR DES EQUIPES DU RESEAU**

---

**Le syndrome vicariant : quand des intervenants sociaux sont envahis par les difficultés et les symptômes des usagers. L'exemple du travail avec les MENA**

Paris Equipe Aurore « Le Lieu Dit ». [f.stevenin@aurore.asso.fr](mailto:f.stevenin@aurore.asso.fr)

**Ceux et celles qui sortent du radar**

Nancy. 32 d'la rue-Halte de nuit. [tsboutique@asso-ars.org](mailto:tsboutique@asso-ars.org)

Lausanne. Association de la maison des jeunes. [elisabeth.mai@mdj.ch](mailto:elisabeth.mai@mdj.ch)

**Comment accrocher les relations en travail de rue ? Nouvelles façons d'aller vers**

Rennes. Equipes ADSEA et Mission Locale. [alouzier@we-ker.org](mailto:alouzier@we-ker.org), [parcoursplus@prismerennes.fr](mailto:parcoursplus@prismerennes.fr)  
[parcours.plus@orange.fr](mailto:parcours.plus@orange.fr), [pole.precarite-insertion@sea35.org](mailto:pole.precarite-insertion@sea35.org)

Grenoble. Prévention centre-ville [equipe.agglo.je@apase38.fr](mailto:equipe.agglo.je@apase38.fr)

Toulouse. Equipe de rue sociale-santé. [francoiseizaac24@gmail.com](mailto:francoiseizaac24@gmail.com)

**S'appuyer sur des activités partagées**

Lannion. CCAS et La tribu de Tachenn. Chantier forestier. [caroline.petit@ville-lannion.fr](mailto:caroline.petit@ville-lannion.fr)

[latribudetachenn@gmail.com](mailto:latribudetachenn@gmail.com), [oakayvin@gmail.com](mailto:oakayvin@gmail.com)

Vichy. Prévention spécialisée. Atelier cuir (suite de l'atelier 2018). [preventionspecialiseevichy@adsea03.fr](mailto:preventionspecialiseevichy@adsea03.fr)

.Poitiers. CCAS-Accueil de jour. Projet de jardin potager. [ccas.relais.charbonnier@mairie-poitiers.fr](mailto:ccas.relais.charbonnier@mairie-poitiers.fr)

**Les « mijeurs »**

Clermont Ferrand. Collectif pauvreté-Précarité [socialcollectif@pauvreteprecarite.fr](mailto:socialcollectif@pauvreteprecarite.fr)

[demonetaudrey@collectifpauvreteprecarite.fr](mailto:demonetaudrey@collectifpauvreteprecarite.fr)

**Les réseaux de travail : ressources des jeunes et réseaux d'appui ; quelle autonomie ? Le « plaidoyer » : renvoyer aux décideurs ; comment ? Comment se constituer un-des réseaux ?**

Bruxelles. Forum Bruxelles contre la précarité. Un regroupement des acteurs sociaux. [laurent@le-forum.org](mailto:laurent@le-forum.org)  
[dekuysche@le-forum.org](mailto:dekuysche@le-forum.org)

Bruxelles. Abaka. Accueil de mineurs sans « mandat ». [educateurs@abaka.be](mailto:educateurs@abaka.be)

Paris, Equipe ANRS accueil de jour et Insertion. Appui sur la pratique du sociogénogramme.  
[honore.vierin@anrs.asso.fr](mailto:honore.vierin@anrs.asso.fr)

## **PERSPECTIVES 2020**

---

### ***François Chobeaux***

Que retirer de ces trois jours d'échanges et de travail, qui fasse guide pour l'année à venir ? Trois grands points.

#### ***Accès à l'hébergement : le besoin de capitaliser et de transférer***

Nous n'en sommes plus à la période des « expérimentations ». Elles ont eu lieu, les équipes en ont fait les bilans. Aujourd'hui il est nécessaire de mettre côte à côte toutes les expérimentations, quelle que soit leurs origines et leurs financeurs : « Un chez soi d'abord » pour le volet psychiatrie, les actions portées par les crédits interministériels d'expérimentation Jeunesse, les actions construites en lien avec la DIHAL, et celles, parfois plus discrètes, montées avec l'aide de DDCS dynamiques. Il faut les mettre côte à côte pour que leurs porteurs identifient ensemble ce qui est transférable, pointent les difficultés auxquelles s'attendre, fassent profiter toutes les équipes de leurs expériences.

Ceci est déjà en discussion avec la DGCS et la DIHAL.

#### ***Travailler à la place active des usagers et des bénévoles***

Comment faire vraiment vivre les Conseil de la Vie Sociale dans les CHRS, pour qu'ils soient autre chose que des lieux d'ennui, artificiels et sans pouvoirs ? Quels fonctionnements collectifs dans les accueils de jour ? Quelle place pour des citoyens volontaires, non rémunérés pour cela ? Nous avons à y travailler, vite, pour deux raisons. La première est fondamentale : la nécessité de sortir d'une action sociale assistancielle mise en œuvre exclusivement par des salariés. Les destinataires, les usagers doivent être le plus possible actifs dans cette affaire, qui doit également associer des citoyens aux spécialistes payés pour cela. D'autre part, donner une base sociale ouverte aux actions du social est un des moyens de les défendre, de les soutenir et de les préserver en faisant qu'elles ne soient pas que la question de destinataires muets ou de professionnels inaudibles.

#### ***Réfléchir à la place faite aux femmes dans les actions d'accueil, d'accompagnement et d'hébergement***

Ne pas y réfléchir conduit soit à ignorer ce qu'elles peuvent avoir de spécifique en ne se posant pas la question, soit à les enfermer dans une spécificité traditionnelle d'assistées et de victimes à surprotéger. Comment travailler avec elles sur leur statut de femmes à la rue, en errance, avec tous les rapports de domination qui y sont liés ? Faut-il penser à des propositions, des moments, des espaces, qui leurs soient particuliers ?